

***l'Anti*capitaliste**

n°468 | 21 mars 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

MACRON, CASTANER: C'EST EUX LES CASSEURS

*Ils ne nous
feront pas
taire!*

PHOTOHÉRIQUE ROUGE / MARTIN NODA

Dossier

INDUSTRIE

Pages 6 et 7

ÉDITO

C'est qui, les casseurs?
Page 2

PREMIER PLAN

Répression: dangereuse
surenchère du gouvernement
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Nouvelle-Zélande: l'islamophobie
et ses complices tuent
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Algérie: première victoire
de la dignité retrouvée
Page 12



édito

Par MICHELLE VERDIER

C'est qui, les casseurs ?

Les saccages et pillages de magasins chics, restos et banques des Champs-Élysées le samedi 16 mars, lors du dernier rendez-vous des Gilets jaunes, ont déclenché l'hystérie chez ceux d'en haut, les riches et leur président. Il faut dire que les Gilets jaunes ont la rage et la niaque en cette fin de Grand débat de Macron, organisé non seulement sans eux mais contre eux.

L'incendie du Fouquet's, qui a scandalisé les uns, rendu hilares les autres, a cristallisé cette lutte de classes qui se joue aujourd'hui sous gilet jaune. Le célèbre établissement, où la bourgeoisie parvenue et repue a ses habitudes, n'est pas un resto du cœur, c'est plutôt celui des portefeuilles à la place du cœur. On s'y paie un petit brunch à 95 euros. Tout un symbole, hautement inflammable!

Acte 18 des Gilets jaunes, donc dix-huitième crise de nerfs dans les allées du pouvoir: chez Macron (revenu fissa du ski), Philippe et son ministre de l'Intérieur Castaner. Mais branle-bas de combat aussi chez les politiciens réactionnaires qui en appellent à l'action immédiate du gouvernement: interdiction des manifestations et arrestations préventives des fauteurs de trouble, demandent des Républicains; dissolution des groupes d'extrême gauche, propose Marine Le Pen. Police, justice: tout l'arsenal répressif est requis contre les rebelles. Très exactement ce que fait Macron avec sa loi anticasseurs restreignant encore le droit de manifester, et avec les nouvelles dispositions annoncées par Philippe.

Tout sauf un début de réponse aux questions sociales et vitales, de vie chère et de démocratie, que posent les Gilets jaunes – et que posent avec eux les milieux populaires, dont bien des travailleurEs qui manifestaient le 19 mars à l'appel syndical. Et dont bien des jeunes et moins jeunes, qui manifestent contre les désordres climatiques ou contre le racisme et la chasse aux migrantEs.

Car ce ne sont pas les Gilets jaunes, rouges ou verts, les casseurs. Ce sont au contraire ceux qui détruisent par millions leurs emplois, leur santé et leurs vies, par leur soif de profits. Ce n'est pas un plan d'urgence pour les Champs-Élysées qui s'impose. C'est un plan d'urgence pour toutes celles et ceux que le capitalisme tue à petit feu, ainsi que leur planète. Et qui fort heureusement, sur bien des terrains aujourd'hui, se rebiffent! Ce qui commencerait, si elle n'était encore en ordre dispersé, à ressembler à une mobilisation générale.

À la Une

Ils ne nous feront pas taire!

Les mobilisations du week-end dernier, celles des Gilets jaunes comme celles pour le climat, ont été massives. C'est la réponse des classes populaires à la crise profonde dans laquelle s'enfoncent le capitalisme et à laquelle Macron ne parvient pas à trouver une issue.

Des dizaines de milliers de manifestantEs ont défilé, avec les manifestations des Gilets jaunes qui ont retrouvé un caractère plus massif, la marche des solidarités contre le racisme et les violences policières et les manifestations pour le climat, tant vendredi que samedi. La grève du 19 mars, sans être la déferlante nécessaire pour changer les choses, ajoute un élément capital: la mobilisation du monde du travail affirmé en tant que tel. Des manifestations d'ampleur ont eu lieu dans plusieurs villes, à commencer par Paris et Marseille, avec également des cortèges réunissant des milliers de manifestantEs dans plusieurs dizaines de villes. À noter, en outre, des taux de grévistes significatifs dans plusieurs secteurs de la fonction publique, notamment les Finances publiques et l'Éducation nationale (avec plus de 45% de grévistes dans l'enseignement primaire, selon le SNUipp), ainsi qu'une présence remarquable de Gilets jaunes dans certains cortèges.

Fin du monde, fin du mois, même combat

La nouveauté de ces derniers jours, par rapport au mois de décembre, c'est que ces luttes commencent à converger, à percevoir qu'elles ont un lien entre elles. Le gouvernement a tenté de séparer les unes des autres, tant sur le plan politique (présence des ministres Gabriel Attal et Brune Poirson aux manifestations lycéennes pour le climat, volonté d'opposer les manifestations entre elles) qu'organisationnel (présence policière pour empêcher la fusion des cortèges). Mais cela ne fonctionne pas, car même si les manifestantEs n'en ont pas encore tous pris conscience, c'est bien aux mêmes adversaires qu'ils et elles s'adressent.

Le mouvement des Gilets jaunes affirme la révolte populaire contre un monde qui tourne à l'envers: les sociétés du CAC 40 réalisent 91 milliards d'euros de profits en 2018 tandis que 8,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France. Les politiciens bourgeois et leurs médias s'indignent de l'incendie du

Fouquet's alors qu'ils se moquent de la casse des services publics dans les campagnes et les quartiers populaires. Le réchauffement climatique menace la survie de l'humanité. La majorité macroniste, malgré des déclarations mensongères d'intentions écologistes, notamment contre la politique de Trump, vient de prolonger, sous la pression des lobbys, l'autorisation de l'utilisation des pesticides jusqu'en 2025. On estime que 70% des émissions de gaz à effet de serre sont de la responsabilité de 100 entreprises seulement: c'est la soif de profits des capitalistes qui enfonce le monde dans la crise, et la complicité des gouvernements commence à être perçue largement.

La répression est leur réponse à notre colère

Et c'est ce qui fait peur au gouvernement: il ne voit pas d'issue à la crise. Il ne voit pas comment arrêter le mouvement des Gilets jaunes, le «Grand débat» ayant échoué et les élections européennes s'annonçant de même comme un moment très limité sur le plan politique. Ce sont les capacités de la démocratie bourgeoise à absorber les conflits de classe qui sont en cause et, même

si cela reste encore limité, c'est une menace sans précédent pour la 5^e République et les dirigeants de la classe dominante.

La seule réponse possible pour eux est donc la répression. C'est pour cette raison que le gouvernement envoie la police dans les manifestations, qu'il mutile et blesse les manifestantEs et que certains secteurs lui proposent, comme Marine Le Pen et Éric Ciotti, de dissoudre les organisations d'extrême gauche ou d'interdire les manifestations.

La crise au sommet de l'appareil répressif, avec la mise sous tutelle de Castaner par Édouard Philippe ou le limogage du préfet de police de Paris, montre l'étendue des problèmes auxquels est confronté un pouvoir qui hésite sur l'ampleur de la répression à mettre en œuvre. D'autant qu'ils ne comptent pas arrêter les attaques antisociales, comme le démontrent les dernières décisions dans la santé, et doivent donc s'attendre à de nouvelles contestations.

ToutEs ensemble, «système dégage»

La voie pour les classes populaires n'est pas simple à tracer. Le



mouvement syndical reste l'arme au pied, la pression d'en bas ne parvenant pour l'instant à faire bouger que la CGT et Solidaires, à petite échelle. Sans parler de la gauche politique réformiste, dont la crise semble sans fin puisqu'elle ne tente pas de se construire sur les mobilisations.

Pour nous, il reste à se former à la lumière des expériences internationales et à (faire) profiter de celles-ci. Comme en Égypte et en Tunisie il y a un peu plus de huit ans, deux jours de grève générale ont changé la donne en Algérie, obligé le gouvernement à se repositionner. Ici comme là-bas, nous avons besoin d'une mobilisation d'ensemble, unitaire, du monde du travail.

Et, ici comme là-bas, nous avons besoin que se fixent des revendications qui montrent clairement l'opposition entre les besoins des masses populaires et le capitalisme: pour une augmentation générale des salaires de 300 euros, s'attaquer aux profits; pour le climat, réquisitionner les multinationales de l'énergie, imposer la gratuité des transports; réquisitionner les banques, imposer une planification démocratique de la production, sous contrôle des travailleurEs.

Cela ne se fera pas en quelques jours, on perçoit bien autour de nous que la majorité de la population et des classes populaires n'est pas encore en mouvement, ne s'approprie pas encore cette politisation qui existe dans de larges secteurs, chez les Gilets jaunes, chez les jeunes pour le climat, dans certaines couches syndicales. Notre perspective est donc de construire les mobilisations, patiemment, dans les différents secteurs, tout en expliquant politiquement, par notre intervention en tant que parti, les liens qui existent entre les différentes causes, les possibilités de convergences et la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme.

Antoine Larrache

RÉPRESSION

Dangereuse surenchère du gouvernement

Les membres du gouvernement risquent-ils l'indigestion, à force d'avaloir trop de recettes répressives à la fois? Nous n'en savons rien. Ce que nous savons en revanche, c'est à quel point la tendance actuelle est dangereuse et inquiétante, en ce qui concerne la politique répressive elle-même, surtout dans ce qui est communément appelé le «maintien de l'ordre».

Si on ne sait pas si le gouvernement souffre d'indigestion, nous apprenons au moins, en lisant *Libération* le mardi 19 mars, qu'un ministre, qui reste anonyme, se montrerait en désaccord, voire dans l'incompréhension: «Monter encore d'un cran après la loi anticasseurs, lorsque l'on sait qu'on a déjà inscrit l'état d'urgence dans le droit commun [en 2017], je nous souhaite bon courage... Il ne restera donc plus que l'article 16.» Ce dernier article, inscrit dans la Constitution, confère les quasi-pleins pouvoirs au président de la République en cas de guerre

ou de crise majeure (mais tout en lui interdisant de dissoudre le Parlement qui «se réunit de plein droit»).

Ficher, réprimer

«Loi anticasseurs»: on désigne depuis plusieurs semaines sous cette dénomination, qui était en réalité le nom officiel d'une législation des années 1970 (que le gouvernement de François Mitterrand a supprimée peu après les élections de 1981), la loi que les deux chambres parlementaires ont définitivement adoptée le 12 mars 2019. Son intitulé officiel est «loi visant à prévenir les violences lors des

manifestations et à sanctionner leurs auteurs». Initialement proposé par la droite LR majoritaire au Sénat, et rencontrant d'abord l'opposition de la majorité macronienne, le texte a finalement été repris par cette dernière dans le contexte du mouvement des Gilets jaunes, moyennant quelques remaniements en marge. La droite LR, elle, a fini par voter une version conforme au Sénat, pour garantir une adoption rapide du texte: au cas où Assemblée nationale et Sénat votent un texte identique, il n'y a en effet pas de «navette» entre les deux chambres, et la loi concernée peut rapidement

être promulguée. On devine aisément que le contenu du texte comble de bonheur la droite.

Celui-ci transforme en délit, passible d'un an de prison et de 15000 euros d'amende, le fait de se «dissimuler le visage» lors d'une manifestation de nature politique ou sociale. Jusqu'ici, cette dissimulation constituait une contravention passible de 750 euros d'amende, selon une disposition de la «loi antiburqa» de 2011 également applicable aux manifestantEs. La future loi permet également de prononcer des interdictions administratives de manifester, une possibilité

BIEN DIT

Boutons Macron, boutez flika

Tag sur les Champs-Élysées,
samedi 16 mars 2019.

Un monde à changer

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL : ATTENTION DANGER. 1142 personnes sont mortes en 2017 du fait de leurs conditions de travail. 542 des suites d'un accident sur leur lieu de travail, 264 des suites d'un accident de trajet, 336 des suites d'une maladie professionnelle. Il y a eu, en 2017, 641 000 accidents du travail dont 10 200 accidents potentiellement graves (entraînant une incapacité permanente de plus de 10%). Mais derrière le blabla du Grand débat et au milieu des larmes versées sur l'incendie du Fouquet's, le gouvernement a bien la volonté de poursuivre ses réformes néolibérales, au mépris des salariéEs. Et après l'assurance chômage, l'hôpital, avant ou après les retraites, ce sont la santé et la sécurité des salariéEs au travail qui sont dans le collimateur. Deux rapports contradictoires ont été remis à Muriel Péricaud, ministre du Travail. Le premier, jamais rendu public, sur la prévention des risques chimiques, rédigé par Paul Frimat, professeur de médecine à Lille, propose une série de mesures coercitives vis-à-vis des employeurs pour réduire l'impact des expositions chimiques. Selon la dernière enquête Sumer, en France, plus de deux millions de salariéEs sont exposés à des produits cancérigènes sur leur lieu de travail. Dans le second rapport, qui semble recueillir le soutien d'Édouard Philippe, la députée LREM Charlotte Lecocq et ses co-auteurs, le consultant Bruno Dupuis et Henri Forest, ancien

secrétaire confédéral de la CFDT, recommandent moins de « contrainte » pour les entreprises, plus de « bienveillance » et de « confiance ». Selon eux, une prévention efficace doit privilégier une relation de confiance avec les employeurs : « La confusion entre conseil et contrôle nuit à l'établissement d'une relation de confiance ». À cause des contrôles, « l'image de la santé au travail » serait « désormais perçue comme une contrainte par les dirigeants ». Il faudrait au contraire voir la santé au travail comme « un enjeu de performance globale de l'entreprise », « un gage de réussite ». Le rapport se rapproche des derniers arrêts de la chambre sociale de la Cour de cassation, plutôt favorables aux employeurs qui ne seraient plus soumis à une « obligation de sécurité de résultat » en matière de santé au travail, mais à une « obligation de moyens ». « L'obligation de sécurité de résultat, poussée à l'extrême, décourage la prévention ». Dans la logique libérale, individualiste, du gouvernement, le rapport Lecoq suggère de faire de chaque salarié le propre acteur de sa santé au travail : « Faire de chacun un promoteur d'un milieu de travail simultanément propice à l'efficacité économique et au bien-être au travail », oubliant le lien de subordination qui existe entre unE travailleurE et son employeur. Les salariéEs sont invités à réaliser leurs propres « bilans de santé autonomes ». Et en cas d'accident, seuls responsables ?

Nous, 450 Gilets jaunes de 71 villes, comités et QGs, nous nous sommes réunis à Paris à l'occasion de l'Acte XVIII, en convergence avec la lutte pour le climat et en solidarité avec la lutte du peuple algérien, pour partager nos expériences et construire ensemble la suite. Alors que le gouvernement faisait parler, une fois encore, la matraque et le gaz, le succès de notre Assemblée témoigne de notre détermination et de notre volonté de coordonner notre mouvement. D'autres assemblées et coordinations régionales se sont déjà tenues et se tiendront encore. Convaincus que la multiplication des contacts et des liens assurera le succès de l'action commune, nous nous retrouverons nationalement à Saint-Nazaire les 6 et 7 avril.

Quatre mois et toujours là !

Malgré la répression et les calomnies de Macron, des milliers de Gilets jaunes s'organisent pour résister et changer la société dans ce qu'elle a de plus injuste, depuis le 17 novembre. Partout en France, nous revêtons nos gilets jaunes et relevons la tête sur nos ronds-points et dans nos entreprises. Nous ne voulons pas seulement un juste prix à la pompe. Nous voulons également contribuer à poser les bases d'une société démocratique qui ne nous condamne pas à la pauvreté pour fabriquer des riches toujours plus riches. La fin du grand débat ne nous arrêtera

GILETS JAUNES Appel de la coordination réunie le 16 mars à Paris

Le samedi 16 mars, après les manifestations de la journée, plusieurs centaines de Gilets jaunes venuEs de toute la France se sont réunis à la bourse du travail de Paris, pour échanger, se coordonner, construire des perspectives. L'appel ci-dessous y a été adopté.



pas ! Notre combat conserve le soutien de la population qui partage les problèmes de vie chère et d'organisation démocratique que nous posons. La fin du grand blabla a sonné et nos revendications restent inchangées ! La liste de nos revendications est longue, mais les revendications essentielles sont celles de la population qui en a marre de

trimer pour gagner de moins en moins et payer de plus en plus ; qui en a marre de ne pas pouvoir décider elle-même de tout ce qui la concerne. Parce que nous voulons vivre et pas survivre !

Nous exigeons :

– des mesures immédiates contre la vie chère : l'augmentation de tous les salaires, pensions et allocations et leur indexation sur les prix ;

la suppression de la CSG et de la TVA sur les produits de première nécessité ;

– la justice sociale par la suppression immédiate du CICE pour les grandes entreprises et le rétablissement de l'ISF ;

– un pouvoir réellement démocratique qui passe notamment par la mise en place du RIC en toutes matières et révocatoire ;

– une véritable prise en compte du changement climatique qui ne s'oppose pas à la justice sociale que nous réclamons ;

– l'amnistie de tous les Gilets jaunes et l'arrêt immédiat des poursuites et des violences contre les manifestants.

Toutes et tous ensemble, pour que Macron dégage ainsi que sa politique au service des riches et des grands patrons !

Rendez-vous à Saint-Nazaire les 6 et 7 avril pour la prochaine étape et certainement pas la dernière. Notre combat ne s'arrêtera pas. Actions, blocages et manifestations se poursuivront. La rencontre d'aujourd'hui, notre nombre et la force des interventions en sont la démonstration !

qui constituera une arme entre les mains des préfets. Ce seront en effet les préfetures qui décideront ces interdictions, un contrôle par unE juge n'étant possible qu'à posteriori, lorsque la manifestation sera – la plupart du temps – terminée. Un fichier recensera toutes les personnes concernées par une telle interdiction. Ce pouvoir conféré à l'administration constitue – selon les mots du député Jérôme Durain – « un risque d'arbitraire [puisqu'] il peut finalement permettre au préfet, donc au gouvernement, de choisir ses manifestants ».

Nouvelle batterie de mesures

Et ce n'est pas tout, car une nouvelle batterie de mesures a été annoncée, lundi 19 mars, par le Premier ministre Édouard Philippe suite à la manifestation des Champs-Élysées. On y trouve notamment la création de nouvelles « unités anticasseurs » de la police,

hautement « mobiles » à l'intérieur des manifestations. Le commandement de la police, jusqu'ici concentré sur l'île de la Cité dans le cas parisien, sera beaucoup plus décentralisé, ce qui peut permettre plus d'initiatives autonomes... et, sans doute, encore moins de retenue dans un certain nombre de cas où il s'agira de frapper vite et fort. A fortiori dans la mesure où Philippe, comme Castaner, ont clairement laissé entendre qu'il ne fallait en aucun cas limiter l'usage des LBD, armes de mutilation massive. Autre mesure annoncée, le simple fait de participer – de façon passive – à une manifestation interdite par les autorités reste une contravention, mais l'amende prévue passera de 38 euros actuellement à 135 euros. En outre, des zones telles que les Champs-Élysées à Paris ou la place du Capitole à Toulouse pourraient être interdites de manifestation de manière générale.



Enfin, le gouvernement annonce de possibles poursuites pénales contre des porte-parole (de fait) de mouvements tels que les Gilets jaunes, en annonçant qu'ils et elles seront traités personnellement comme des instigateurs de violences commises

dans les mobilisations auxquelles ils sont liés.

Autant de mesures qui constituent une menace supplémentaire sur nos libertés... mais qui ne nous empêcheront pas de manifester.

Bertold du Ryon

Le chiffre 36 euros

C'est, d'après Marine Le Pen, le montant du Smic en France. C'est en tout cas ce qu'elle a déclaré lors de « l'Émission politique » sur France 2 le 14 mars dernier. 36 euros de l'heure ? 36 euros par mois ? Net ? Brut ? Décidément, l'héritière Le Pen n'a aucune idée de ce qu'est la vie quotidienne des salariéEs. Pour information, le Smic est à 10,03 euros (brut) de l'heure. Beaucoup trop peu, ce qui n'empêche pas, au passage, Le Pen et le RN de s'opposer à son augmentation.



Agenda

Vendredi 22 mars, grève étudiante et scolaire pour le climat.

Samedi 23 mars, Acte 19 des Gilets jaunes.

Samedi 23 mars, ciné et fête de soutien aux postierEs du 92 en grève, Paris 11^e. Projection de Grévions de Francine Lemaître. À 19h à la galerie Treize, 24, rue Moret, métro Ménilmontant ou Couronnes.

Mercredi 3 avril, manifestation pour la régularisation et l'égalité des droits, Paris. À 18h, de place de la Madeleine en direction du ministère de l'Intérieur. Des rassemblements auront lieu dans toute la France devant les préfetures. À l'appel de collectifs de sans-papiers, syndicats et associations.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

« Pour moi, les Champs-Élysées ne sont pas l'incarnation d'un certain modèle de la société, c'est le symbole de la France. »

ÉDOUARD LEFÈVRE, délégué général du « Comité Champs-Élysées », lundi 18 mars 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GRENOBLE La cité Mistral, symbole des inégalités

Le quartier Mistral est une petite enclave urbaine située à la périphérie de Grenoble, coincée entre l'autoroute A48 à l'ouest, la bretelle de sortie au sud et une avenue passagère à l'est, où vivent 3 000 habitantEs aujourd'hui. La mort de deux jeunes, Adam et Fathi, poursuivis par la police, interroge sur l'histoire du quartier et pousse les habitantEs à réclamer vérité et justice.

En 1920, c'est la première cité-jardins de France. Ce sont des maisons et 4 petits immeubles avec jardins, services et commerces. Jusqu'à 8 000 personnes vivront dans ce quartier de logements sociaux. Dans les années 1960, la cité est peu à peu démolie, sans concertation avec ses habitantEs, 1100 logements sociaux sont construits : des tours de 15 étages et des barres dont certaines atteignent un demi kilomètre de long. La cité-jardins devient un grand ensemble de logements sociaux.



DR

Une gentrification qui ne dit pas son nom

Le choix politique est de parquer les populations les plus pauvres, les immigréEs venant d'Italie et du Maghreb, 35 nationalités y cohabitent plus ou moins bien, loin du centre-ville. À partir des années 2000, l'ANRU¹ et la ville mènent une politique dite de désenclavement. Les tours qui avaient fini par faire partie du paysage tombent. Des familles sont expédiées dans d'autres quartiers, ils ne sont plus que 3 000 à vivre dans ce quartier qui se dégrade. Les commerces de proximité et certains services publics disparaissent. Et depuis presque 20 ans, le quartier est un vaste chantier permanent de démolition/reconstruction. L'ANRU finance principalement la partie démolition des projets, et ce sont essentiellement les bailleurs sociaux, donc en grande partie les loyers des locataires, qui financent les rénovations et reconstructions. Les démolitions sont une source de profits non négligeables pour les entreprises du BTP!

Discriminations et violences policières

L'habitat de centre-ville demeure toujours inaccessible. Grenoble est une ville particulièrement inégalitaire : dans certains quartiers du centre, les revenus mensuels des habitantEs atteignent 2500 euros, alors qu'ils ne sont que de 900 euros en moyenne à Mistral. 45% des 18-30 ans sont au chômage contre 27% de la même tranche d'âge dans le reste de la ville. La défiance des habitantEs vis-à-vis des institutions est énorme, à la hauteur de la conscience des discriminations et inégalités subies malgré l'engagement reconnu des professionnels de terrain dans l'éducation ou l'animation par exemple. Mais le service public le plus présent reste la police. Car, comme le confirme le Défenseur des droits, plus s'accroissent la violence sociale, la pauvreté et les suppressions de services publics et commerces de proximité, plus les violences policières augmentent. La recherche de caches d'armes éventuelles ou de drogue justifie toutes les attitudes « spéciales quartiers populaires » à l'encontre des jeunes. Même les courses-poursuites mortelles. Le délégué départemental FO des policiers le reconnaît : « On poursuit parce qu'on ne sait jamais si on ne va pas déboucher sur des infractions plus graves commises antérieurement ». Toujours la présomption de culpabilité ! Il faut rappeler que Fathi et Ada étaient poursuivis d'abord pour absence de casque et d'éclairage... Les habitantEs s'organisent pour obtenir que toute la vérité soit faite sur ce drame.

Roseline Vachetta

1 - Agence nationale de rénovation urbaine.

CLIMAT « La planète, vous la voulez bleue ou bien cuite ? »

Les marches pour le climat des 15 et 16 mars ont rassemblé des centaines de milliers de personnes dans plus de 2 000 villes du monde. Sur tous les continents, un même cri a fusé : « Il n'y a pas de planète B, il faut changer le système ! »

L'ampleur et la force des mobilisations sont à l'image de l'inaction des gouvernants : actifs dans la mise en scène des grandes déclarations pompeuses, à l'arrêt dès qu'il faut agir, car au service du capitalisme destructeur. Or, plus question de reporter les décisions qui s'imposent pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C!

14 mars : plainte déposée contre l'État

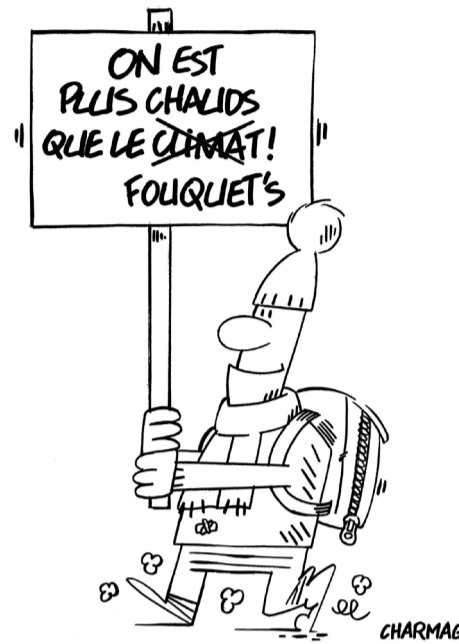
Suite aux 2 millions de signatures de la pétition « l'Affaire du siècle » contre l'inaction de l'État français, quatre associations ont déposé plainte au tribunal administratif de Paris (Oxfam, Greenpeace France, Fondation Hulot, Notre Affaire à tous) pour que la justice oblige l'État à agir pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C. Action symbolique qui n'aura pas l'effet escompté, bien sûr, mais qui a l'intérêt de réunir les gens pour construire des mobilisations, et aussi pour réfléchir, discuter et élaborer d'autres projets de société.

15 mars : quand je serai grande je veux être vivante !

Plus d'un million de jeunes scolarisés ont fait la « grève mondiale de l'école pour le climat », soutenus par leurs enseignantEs et leurs parents pour, dans le bruit et la gaieté des slogans, demander des

comptes aux gouvernants et exiger des actes. Ces manifestations sont remarquables par la motivation et l'urgence qui animent les participantEs parfois extrêmement jeunes. Initié par Greta Thunberg en Suède, le mouvement s'amplifie. Au point que des politiques qui n'ont jamais rien fait ou des industriels qui tuent la planète se sont ridiculisés par leurs déclarations. La palme à Blanquer et de Rugy. L'un a trouvé « sympathique » la mobilisation des jeunes, même s'il aurait préféré qu'ils restent

enfermés entre quatre murs, piégés dans les débats organisés dans leurs lycées, plutôt que d'aller défiler. L'autre s'est fendu d'un tweet appelant tout le monde à entendre le message ! De Rugy a une bonne audition, et pourtant ne fait rien, relégué sur un strapontin ministériel. Les milliardaires, patrons de grandes firmes comme Pinault, milliardaire du luxe, Branson, patron de Virgin, ont brillé aussi par leurs remerciements soudains. Au bal des hypocrites, beaucoup n'ont pas fait banquette!



CHARMAG

16 MARS Nous n'enterrerons plus nos mortEs et la planète en silence!

Retour sur la marche contre le racisme et les violences policières du samedi 16 mars, insérée dans une mobilisation globale contre Macron et son monde.



La Meute

Avant de démarrer, la Marche a observé une minute de silence pour nos frères et sœurs, enfants, mortEs en Nouvelle-Zélande victimes de toute cette logique que nous combattons, victimes de l'islamophobie, du racisme d'État.

Lorsqu'à 15 heures les cortèges posent le genou à terre, poing levé, nous mêlons dans l'hommage les jeunes de nos quartiers tués par la police, les dizaines de milliers de migrantEs tombés sur les routes de la migration, les blessés du mouvement des Gilets jaunes, toutes les victimes de la violence d'État et de toutes les formes de racisme qu'elle génère.

À Opéra, la Marche des solidarités a traversé une place noire de monde. Elle a pris alors la tête d'un immense

cortège devant la Marche du siècle pour la justice sociale et climatique.

Des brèches sont ouvertes

Comme un symbole de la convergence quand elle devient bien plus qu'une addition des causes pour commencer à prendre au cœur même de la dynamique de la révolte : malgré la foule, la première partie de la Marche a réussi à traverser la place. Puis des manifestantEs venuEs pour la Marche du siècle se sont intégrés dans la Marche des solidarités, tandis que des cortèges de la Marche des solidarités, dont des collectifs de sans-papiers, se retrouvaient derrière les banderoles de la Marche du siècle.

Ce sont alors plus de 100 000 personnes qui ont défilé. Symbole du

16 mars : les rues du monde ont résonné des mêmes cris

Cinquième marche mondiale, et de plus en plus de manifestantEs battent le pavé, dans un large mouvement rassembleur.

En France, 350 000 personnes ont défilé dans 220 villes. Partout le même cri : « Changer le système, pas le climat ». Même si la sortie du capitalisme n'est pas revendiquée par l'ensemble du mouvement, loin de là, sa mise en cause s'est élargie et ses effets destructeurs sont de plus en plus dénoncés.

N'en déplaise à la campagne médiatique qui oppose « la belle marche climat pacifique » aux « Gilets jaunes casseurs criminels », de nombreux Gilets jaunes ont rejoint les cortèges « climat », comprenant que les revendications sociales et écologiques doivent être portées ensemble : « Fin du monde, fin du mois, même combat ». D'autres rendez-vous sont prévus. Le 19 avril, Alternatiba, Greenpeace... appellent ainsi à une journée de désobéissance civile pour « bloquer la République des pollueurs ». Puis, le 24 mai, une nouvelle initiative est programmée, comme des actions pendant le G7 de l'environnement à Metz.

Le NPA appelle à participer massivement aux marches pour le climat et y défend un programme de mesures d'urgence¹. C'est par la combinaison des luttes pour la justice sociale et des luttes pour la sauvegarde de notre environnement que nous pourrions avancer, toutes et tous, ensemble, vers une société humaine débarrassée du capitalisme. Mobilisons-nous!

Commission nationale écologie

1 - Voir le « 4 pages climat » du NPA, en ligne sur <https://npa2009.org/agir/ecologie/4-pages-notre-planete-nos-vies-la-vie-valent-plus-que-leurs-profits>

travail commun fait en amont, les thématiques de la Marche des solidarités, longtemps marginalisées au sein du mouvement social, étaient cette fois devant. À Barbès, la Marche qui a continué, est fêtée par les slogans contre Bouteflika de centaines de jeunes AlgérienEs.

Alors à 17 h 30, les flammes partant des stores du Fouquet's sont devenues le symbole d'une colère partagée massivement. Symboles aussi qu'en face du monde obscène des riches et du pouvoir des brèches sont ouvertes pour une riposte globale.

Car à la même heure, Ramata Dieng et Assa Traoré, sœurs de deux jeunes tués par la police dans nos quartiers, prennent la parole à République à l'arrivée de la Marche du siècle tandis que Clément Sénéchal, porte-parole de Greenpeace, prend la parole au côté de représentants des foyers, de sans-papiers et de familles de victimes des violences policières à l'arrivée de la Marche des solidarités à Stalingrad. Avec, sur les deux places, des Gilets jaunes.

À vous qui pleurez le Fouquet's pour expliquer que votre monde est en danger, voici ce que vous dit le 16 mars : nous n'enterrerons plus nos mortEs et la planète dont ils et elles font partie en silence, c'est notre manière, la meilleure et la seule de leur redonner vie.

Denis Godard

GRANDE-BRETAGNE

Brexit : le gouvernement May en pleine crise

La crise du Brexit se poursuit en Grande-Bretagne. Nous publions cette semaine le point de vue de Charlie Kimber, membre du Socialist Workers Party.

Theresa May doit être chassée après sa nouvelle défaite cinglante au Parlement mardi [12 mars]. La dernière version de l'accord sur le Brexit a été rejetée par 391 voix contre 241, soit la troisième plus large défaite jamais infligée à la Chambre des Communes.

« Les derniers sacrements du Parti conservateur »

La stratégie de May concernant le Brexit est en ruines. Un député conservateur haut placé a déclaré que « tout cela ressemble aux derniers sacrements du Parti conservateur ». Il est désormais temps d'intensifier la lutte pour que ceci devienne une réalité.

May avait ramené au Parlement une version légèrement amendée de l'accord qui avait été rejeté par plus de 230 voix d'écart en janvier. Elle prétendait qu'elle avait obtenu suffisamment de concessions de l'Union européenne pour permettre au gouvernement britannique de décider quand il se retirerait du « backstop » irlandais. On parle ici du mécanisme par lequel l'Irlande du Nord serait maintenue dans l'union douanière européenne jusqu'à ce qu'un accord commercial global soit trouvé, entre la Grande-Bretagne et l'UE, après le Brexit. Il s'agit, par ce moyen, d'éviter que s'érige une frontière « dure » entre la Grande-Bretagne et l'Irlande à la fin de la période de transition du Brexit, en 2021.

Mais les espoirs de May ont été quasi instantanément torpillés par son propre ministre de la Justice, Geoffrey



Cox. Cox a en effet annoncé, après avoir examiné les nouveaux éléments de l'accord, que la Grande-Bretagne ne pouvait toujours pas se retirer du backstop sans l'accord de l'UE. Presque immédiatement, les fanatiques du DUP [Parti unioniste démocrate, protestants nord-irlandais] et le European Research Group (ERG), réunissant des parlementaires conservateurs favorables au Brexit, sous la houlette de Jacob Rees-Mogg, déclaraient qu'ils ne soutiendraient pas l'accord de May.

Un petit groupe de conservateurs, qui avaient voté contre l'accord en janvier, on voté pour ce nouvel accord, car ils craignaient que le Brexit soit complètement enterré. Mais ils ont été loin d'être assez nombreux pour faire la différence. Commentaire de l'éditorialiste politique de la BBC Nick Robinson : « C'est terminé. L'accord, et peut-être le gouvernement May. Le

DUP et l'ERG y ont veillé. Ce qui est extraordinaire, c'est que personne ne sait ce qui va se passer ensuite. »

Vers de nouvelles élections générales ?

La seule bonne réponse est qu'il devrait y avoir de nouvelles élections générales. Avant le vote, même Charles Walker, député conservateur bien connu, déclarait que « si l'accord n'est pas adopté ce [mardi] soir, il faudra qu'il y ait des élections générales ». Il s'agit d'une crise de toute la classe politique, et de la façon dont elle fait de la politique. Paniqué, le Financial Times explique que « la priorité doit désormais être d'éviter le chaos : le chaos au Parlement, qui serait exploité par les extrémistes de gauche et de droite, et le chaos d'une sortie sans accord ».

C'est au mouvement ouvrier, et non aux députés, de déterminer l'issue

de la crise. Ce gouvernement pourri, profondément raciste et antisocial, n'a plus de mandat pour continuer à exercer. Il est aujourd'hui le prisonnier d'une douzaine de fanatiques et d'une fraction du Parti conservateur qui ne se préoccupent aucunement de la vie des gens ordinaires. [...] May n'obtiendra aucune concession supplémentaire de la part de l'UE. Le vice-président de la Commission européenne Jyrki Katainen a déclaré que si l'accord était rejeté, la perspective d'un « hard Brexit » se rapprochait et que son conseil était : « Attachez vos ceintures. »

Theresa May a peut-être une dernière carte à jouer. Si la sortie sans accord est rejetée cette semaine [elle a été rejetée depuis la rédaction de l'article], alors le seul Brexit qui pourrait advenir serait une version incorporant encore davantage de règlements de l'UE. [...] Dans ces circonstances, May pourrait proposer un nouveau vote sur son accord, et les Jacob Rees-Mogg et consorts pourraient se rabattre sur un soutien à May. Mais si telle est sa stratégie, il s'agit bien d'un pari désespéré et risqué.

Les Travaillistes ont une juste titre voté contre l'accord. Mais ils n'offrent aucune alternative de lutte alors que le gouvernement est en pleine zone de turbulences.

Il y a un grand vide à combler, et les directions syndicales et travailliste devraient mobiliser la population autour d'un programme complètement différent de celui des Conservateurs. Et s'ils n'encouragent pas des millions de personnes à entrer en action, alors ce sont les militants qui doivent essayer de combler ce fossé. **Charlie Kimber (traduction J.S.)**

BRÉSIL « La solidarité internationale est très importante pour continuer notre résistance »

Entretien. Taliria Petrone est une militante brésilienne, élue récemment députée au Parlement fédéral pour le Parti socialisme et liberté (PSOL). Elle était une camarade de lutte de Marielle Franco, conseillère communale du PSOL assassinée le 14 mars 2018 avec son chauffeur Anderson Gomes. Extraits d'une interview réalisée par nos camarades de la Gauche anticapitaliste en Belgique.

Qu'est-ce que signifie aujourd'hui, au Brésil, être une femme noire engagée en politique et députée fédérale pour le PSOL ?



Taliria Petrone. DR

La politique est un non-lieu pour nous, parce qu'elle touche à deux choses qui nous ont été niées tout au long de l'histoire. La politique c'est le pouvoir et le pouvoir n'a jamais été pour nous, femmes noires. La politique c'est aussi occuper l'espace public, et historiquement cet espace public non plus n'a jamais été pour les femmes noires. Tout cela dans un pays qui a été un des derniers à abolir l'esclavage et qui a développé une logique patriarcale et un fondamentalisme religieux, qui sont des composantes de la colonisation. [...] Après l'assassinat politique de Marielle, le besoin d'avoir des femmes noires qui occupent le Parlement est devenu plus urgent que jamais. Marielle était une femme noire, lesbienne, issue des favelas, socialiste, mère... Elle amenait tout ça au Parlement et elle a été victime d'un crime politique d'État. Cela provoque chez nous de la peur mais aussi la conviction que nous devons, et que nous allons, continuer à occuper toujours plus les espaces du pouvoir. Parce que nous sommes la majorité de la population, nous les femmes noires du Brésil. Et parce que nous voulons faire autre chose du pouvoir, le collectiviser, le rendre plus horizontal et le rendre à cette majorité de la population.

Qu'est-ce qui a changé depuis l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro ?

[...] Le gouvernement de Bolsonaro a trois caractéristiques très graves : c'est un gouvernement néolibéral et très autoritaire – il a le plus grand nombre de militaires depuis de la dictature ; et il combine ces deux caractéristiques avec une « morale » basée sur le fondamentalisme religieux. Durant ces deux premiers mois de gouvernement, on a pu observer des attaques sur trois terrains principaux : le gel pour 20 ans des investissements dans la santé, l'éducation et les aides sociales ; un programme de privatisations et de flexibilisation des lois du travail ; et la volonté d'en finir avec les retraites (en augmentant l'âge de la retraite et en allant vers un système à capitalisation privée). Pour maintenir cette expansion du capital et du secteur privé, pour garantir cet État minimum en ce qui concerne les droits, Bolsonaro élargit l'État répressif. Au Brésil, tous les jours, 153 personnes sont assassinées (c'est l'équivalent d'un Boeing 737 qui s'écrase tous les jours). Parmi ces personnes assassinées, au moins un tiers le sont par l'État. Tous les ans, 30 000 jeunes sont assassinés ; parmi lesquels 77% sont de jeunes noirs. [...] Et cette réalité ne fera qu'empirer avec les mesures du gouvernement Bolsonaro : le nouveau paquet « anticrime » du ministre Sergio Moro, qui propose de légaliser les assassinats commis par la police – les enquêtes ne seront plus nécessaires. Ainsi que la proposition de créer un régime de « sécurité maximale » (jusqu'à 720 jours d'isolement possibles) pour les leaders de cuadras [gangs] et qui pourra s'appliquer avant jugement. N'importe quel militant pourrait y être soumis. [...]

La démocratie brésilienne est en danger et la solidarité internationale est très importante pour que nous puissions continuer notre résistance. Il est important de rendre visible les graves actions du gouvernement et de continuer à les dénoncer devant toutes les organisations internationales. [...]

Propos recueillis par Sébastien Brulez

Version complète sur <https://www.gaucheanticapitaliste.org/au-bresil-celles-et-ceux-qui-luttent-son-en-danger/>

NOUVELLE-ZÉLANDE L'islamophobie et ses complices tuent

Le 15 mars, un attentat islamophobe était commis contre deux mosquées de la ville de Christchurch, en Nouvelle-Zélande. Avec un bilan particulièrement lourd : 50 mortEs et des dizaines de blesséEs. Dans un « manifeste » publié le jour même, le tueur exposait ses raisons pour commettre cette tuerie : au cœur du texte, l'obsession du « Grand remplacement » (c'est le titre du « manifeste »), théorie raciste notamment popularisée par l'écrivain français d'extrême droite Renaud Camus.

Tout au long des 74 pages qui composent le « manifeste » de l'auteur de l'effroyable tuerie islamophobe de Christchurch, les mêmes obsessions reviennent : haine de l'islam, haine des migrantEs, défense de la « civilisation européenne » face aux « envahisseurs », etc. L'attentat y est présenté comme « une action de partisans contre une force d'occupation », et la célèbre formule du suprémaciste étatsunien David Lane y figure en bonne place : « Nous devons assurer l'existence de notre race et un futur pour les enfants blancs. »

« L'invasion de la France par les non-Blancs »

Le tueur multiplie les références internationales, avec une place toute particulière accordée à la France, où il se serait rendu au printemps 2017 : « J'ai été accablé de voir l'état des villes françaises. Pendant des années j'avais entendu des histoires sur l'invasion de la France par les non-Blancs, mais je pensais que c'était des rumeurs ou des exagérations. [...] Je me sentais désespéré par cette invasion de la France, le pessimisme des Français, la perte de notre culture et de notre identité. »

Ces propos n'ont pas manqué d'être relevés et commentés dans les médias français, ce qui a donné lieu à un étrange ballet audiovisuel. On a ainsi

vu défiler divers « intellectuels », responsables politiques et éditorialistes qui nous ont juré, la main sur le cœur, qu'ils étaient évidemment choqués par l'attentat, mais qu'il ne fallait pas en tirer de conclusions trop hâtives. Tout en se démarquant formellement de la thèse raciste du « grand remplacement », nombreux sont ceux qui ont ainsi repris à peu près l'essentiel de ses « arguments », alors même que les corps des victimes de Christchurch étaient encore chauds.

« Mais oui, il y a un grand remplacement ! »

« Il faut faire attention à ne pas criminaliser toute critique de l'immigration ou toute personne qui s'inquiète du changement démographique de nos sociétés », a ainsi docement expliqué Élisabeth Levy, de Causeur. Pour Olivier Truchot (RMC), « ce serait piégeant si on s'interdisait de parler de l'immigration, de la place de la religion dans nos sociétés, du sentiment qu'ont certains que la société change ». Du côté de Géraldine Woessner (Europe 1), « la "théorie du Grand Remplacement" n'est pas une "théorie" : c'est une peur, qui s'appuie sur des éléments concrets, que nous fournissons les pays qui, contrairement à la France, tiennent des statistiques ethniques ».

Ces trois « journalistes » ne sont que des exemples parmi d'autres, et l'on

ne peut manquer en outre de relever que certains ont cru utile d'inviter sur les plateaux, le jour des attentats, des individus aussi recommandables que Philippe de Villiers ou Robert Ménard. Ce dernier ne s'est d'ailleurs pas privé de vomir sa haine sur LCI, chez David Pujadas : « Comme d'autres, j'explique ce qui saute aux yeux : il y a un changement de population dans une partie du territoire. [...] Mais oui, il y a un grand remplacement ! »

Continuum islamophobe

Ces propos et ces invitations n'ont malheureusement rien de surprenant. Les théories racistes dont se revendique le tueur de Christchurch ont en effet pignon sur rue en France, même si elles sont souvent présentées dans leur version « soft ». Pas plus tard qu'en février dernier, le Point s'inquiétait ainsi du fait qu'il y avait en France « 18% de prénoms arabomusulmans parmi les nouveau-nés », faisant sa « Une » sur « le grand bouleversement », sans que cela choque grand-monde. Éric Zemmour a pu tranquillement écrire en avril 2016 qu'en France, « venant de banlieue, au terme d'un long périple depuis le fin fond de l'Afrique, un peuple arabomusulman s'est substitué aux anciens habitants » sans cesser d'être un invité multimédias présenté comme simple « polémiste ». Alain Finkielkraut, quant à lui, a pu déclarer en 2017 que

« Renaud Camus dénonce à juste titre le remplacisme global » sans que cela ne l'empêche de devenir académicien et d'être toujours célébré comme un « intellectuel »...

Mais la normalisation de ces idées racistes est également passée par la construction d'une racisme « respectable », l'islamophobie, qui n'est pas l'apanage, loin de là, de l'extrême droite. L'hystérisation qui accompagne chaque nouvelle « polémique » sur la place des musulmanEs dans la société française en témoigne. Malgré les nuances qui peuvent s'exprimer, leur principal ressort est en effet toujours le même : la visibilité croissante des musulmanEs, qui mettrait en péril les « valeurs » et « l'unité » de la société française.

Il ne s'agit pas d'opérer de raccourci ni de caricature en traçant un signe d'égalité entre des paroles et un sanglant attentat, mais bien de dénoncer des discours et des politiques, intérieures et étrangères, qui entretiennent l'idée d'une menace existentielle et de la nécessité de protéger « nos valeurs ». Un continuum raciste et islamophobe au bout duquel on trouve des assassins comme celui de Christchurch, dont le violent passage à l'acte ne peut être isolé des idées et des théories, venues de France et d'ailleurs, qui l'ont, de son propre aveu, nourri.

Julien Salingue

Depuis des années sont menées, par les différents gouvernements, des politiques de «compétitivité», destinées à assurer toujours plus de profits aux employeurs. Le résultat pour les salariéEs, ce sont des suppressions d'emplois, la fermeture de services publics, l'aggravation des conditions de travail, la flexibilité et la précarisation des emplois. Depuis des mois, les mobilisations des Gilets jaunes, du mouvement féministe sont venues se joindre aux luttes d'entreprises (contre les fermetures et aussi pour les salaires) et dans les services publics (santé, La Poste); elles révèlent une colère grandissante contre un système qu'elles remettent frontalement en cause. Elles sont rejointes par les mobilisations des jeunes et des moins jeunes sur le climat et, lentement, une partie du mouvement syndical semble comprendre la nécessité de s'engager à leur côté.

C'est non seulement le pouvoir politique qui est mis en cause, au travers d'un mot d'ordre comme «Macron dégage», mais c'est tout un modèle, un système économique qui est ainsi, de fait, contesté, dénoncé. Même si l'organisation de la production des richesses, des échanges, de la commercialisation, au cœur du système, semble souvent être au second plan des préoccupations des centaines de milliers de manifestantEs, leur combat devrait converger avec celui des salariéEs des entreprises.

Les choix industriels, économiques, abandonnés aux mains des grands groupes capitalistes s'appuyant sur des États à leur service, déterminent en grande partie les conditions de vie ou de survie de la majorité de la population. Pour construire le rapport de forces indispensable, faire reculer le pouvoir et ses mandataires, ces mouvements doivent non seulement se rejoindre, s'élargir mais aussi être en capacité de proposer, de mettre en débat des alternatives de production, en fonction de besoins démocratiquement formulés, d'un développement durable et du respect des conditions de travail sur l'ensemble de la planète.

L'objet de ce dossier est, à travers trois secteurs essentiels de l'économie, française mais également mondiale, d'étudier de façon critique les politiques actuellement à l'œuvre et de commencer à ouvrir des pistes de production au service du plus grand nombre, et non des capitalistes.

Robert Pelletier

1 – Voir également sur notre site l'article consacré au secteur du commerce



L'INDUSTRIE AUTOMOBILE: TOUJOURS PLUS DE PROFITS ET TOUJOURS MOINS D'EMPLOIS

La chute de la production d'automobiles et des effectifs salariés qui s'observe en France depuis le début du siècle est violente. Elle est déconnectée des difficultés qui affectent l'usage de l'automobile. En effet, les ventes d'automobiles neuves y sont restées à un niveau globalement stable depuis l'an 2000, et le parc des automobiles en circulation, celles à l'origine de la pollution et des émanations de CO₂, n'a cessé d'augmenter.

La production d'automobiles a baissé d'un tiers en France entre 2000 et 2017, passant de 3 500 000 véhicules à 2 230 000. C'est une particularité française (et italienne) : elle est restée stable en Allemagne autour de 5 500 000, en Grande-Bretagne autour de 1 750 000, et en Espagne autour de 2 900 000 véhicules. Les salaires prétendument trop élevés des ouvriers français de l'automobile n'en sont pas la cause, car leurs niveaux tendent à être égaux à ceux de l'Allemagne.

Une internationalisation élargie de la production européenne

Alors que la Chine est devenue le premier pays automobile du monde en termes de production, celle-ci, largement contrôlée par les groupes mondialisés, est aujourd'hui principalement destinée aux ventes dans le pays. En fait, l'industrie automobile organise la mondialisation de sa production autour de zones géographiques. Pour Renault et PSA, il existe un système industriel européen élargi à la périphérie sud et est du continent. Ainsi, toutes les petites et moyennes voitures Renault sont produites en Espagne, Slovaquie, Turquie, Roumanie et Maroc. PSA se «contente» de fabriquer ses plus petites voitures en Slovaquie et en Espagne. Le terme de «délocalisation», s'il s'applique bien sûr à une usine ou des machines démenagées, ne rend pas compte de cette internationalisation. La concurrence suscitée y est



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

générale entre usines. Force est de constater que les baisses de production automobile ont été les plus importantes en France et en Italie, là où les luttes ouvrières avaient été les plus intenses au cours du siècle dernier. La vengeance patronale est un plat qui se mange froid. Ghosn chez Renault n'a fait qu'amplifier cette politique enracinée dans la dynamique du capitalisme français.

Le démantèlement de la force de travail

Aujourd'hui, près 70% du coût de fabrication d'une voiture provient d'achats effectués auprès d'équipementiers et de fournisseurs, contre 50% il y a dix ans. Nouveauté de cette dernière décennie, des firmes aux capitaux d'origine française comme Valéo, Faurecia (filiale de PSA) ou Plastic Omnium, devenus des acteurs dans la mondialisation du secteur, génèrent des profits, évalués

par leur marge opérationnelle, aux taux parfois supérieurs à ceux de Renault ou PSA. Cette croissance a fragilisé les petits et moyens sous-traitants, entraînant la fermeture de nombre d'entre eux, étranglés par les donneurs d'ordre de la filière. Le démantèlement de la force de travail s'applique jusque dans les ateliers de chaque usine. La part des intérimaires sur une chaîne de production peut dépasser 80% des salariéEs, brisant les collectifs de travail et de lutte. Le cumul de tous ces facteurs explique la chute des effectifs salariés de la filière, particulièrement chez les constructeurs automobiles. Ainsi, les effectifs salariés de Renault, qui dépassaient les 100 000 en France en 1980, étaient de 45 000 en 2000 et autour de 30 000 aujourd'hui. Ceux des usines d'assemblage sont passés de 25 000 en 2000 à 12 000 aujourd'hui. Et pendant ce temps, grâce à cette politique,

Renault et PSA sont devenus au cours de l'année 2018 plus rentables que le champion européen Volkswagen.

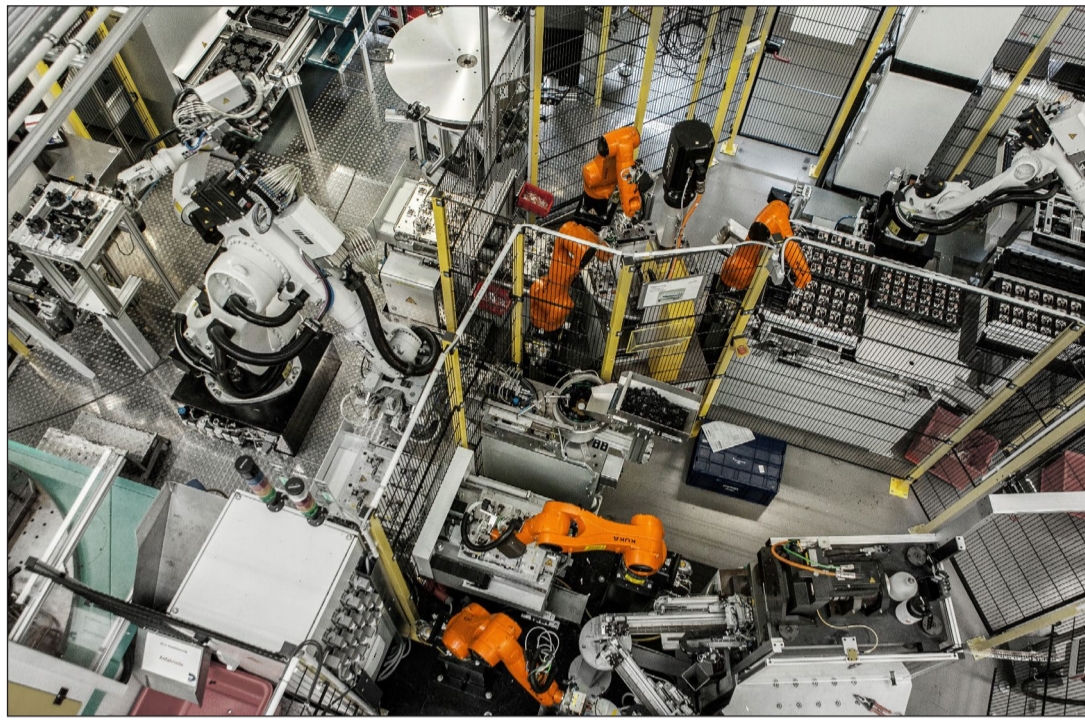
Avant les véhicules électriques

Le mode de production capitaliste ne connaît que l'instabilité sous les coups de la concurrence et de la recherche de profit. Le savoir-faire ouvrier acquis à l'atelier n'est qu'archaïsme, bousculé par les spécialistes des méthodes et gestionnaires «cost killers». L'industrie automobile est aujourd'hui au seuil de nouveaux changements. La crise du diesel menace au moins 35 000 emplois en France, avec des menaces précises sur l'usine de Bosch à Rodez – de la taille de Ford Blanquefort. Les firmes automobiles investissent, partout dans le monde, dans le véhicule électrique, alors que le président de Volkswagen a annoncé que la fabrication d'un véhicule électrique nécessitait 30% de travail en moins. C'est là que va se déployer leur nouvelle concurrence à l'échelle du monde. General Motors et Ford s'y préparent, en abandonnant l'Europe, tout en conservant au passage subventions et profits accumulés, et en supprimant 14 000 postes de travail en Amérique du Nord pour GM. D'un point de vue écologique, ce n'est que du green washing sans effet positif pour le climat, mais ce sera le motif à de nouvelles vraies restructurations pour préserver et la voiture individuelle et les profits de cette industrie.

Jean-Claude Vessilier

MICROÉLECTRONIQUE: L'INDUSTRIE DE L'AVENIR?

L'industrie de la microélectronique (production de circuits électroniques de très petites dimensions appelées aussi puces) emploie plusieurs dizaines de milliers de travailleurEs en France, plus de trois millions dans le monde, et a généré un chiffre d'affaires de 514 milliards de dollars en 2018. Comparée à d'autres, il s'agit d'une industrie récente, dont le développement est exponentiel depuis les années 1960. Par de nombreux aspects, c'est une illustration parfaite du fonctionnement du capitalisme contemporain.



l'ensemble de la filière, et cela quel que soit le pays. En France, les conditions de travail ont des conséquences graves sur la santé des salariéEs: inaptitudes, accidents du travail, sans compter les conséquences certaines de produits chimiques qui n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune étude sérieuse. Malgré tout, les conditions de travail et de rémunération restent beaucoup moins défavorables aux travailleurEs en Europe ou aux USA que dans des pays comme la Corée, l'Inde ou le Maroc. Si les industriels y maintiennent des activités de conception et même de production, c'est qu'ils y trouvent leur compte: les infrastructures offertes, la protection sociale... ne leur coûtent pas tant que ça vu les contournements que ces grands groupes sont capables de mettre en œuvre, et sont en grande partie compensés par toutes les formes d'aides proposées par les

États. Dans ce type de production, la part des investissements en recherche, en matières premières et en machines dépasse largement le coût de la main-d'œuvre. En tout cas, au-delà des batailles habituelles sur les salaires, l'égalité femmes/hommes ou contre les fermetures de sites et autres restructurations, nous devons porter des combats sur deux thèmes fondamentaux: un premier autour des choix de types de production, prenant en compte les besoins de l'humanité au sens large et les problématiques écologiques, et un second autour de la solidarité internationale des travailleurEs, pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, pour l'uniformisation par le haut des acquis sociaux puisque les entreprises du secteur sont des multinationales qui sont implantées sur l'ensemble des continents.

CorrespondantEs

Cette industrie couvre des domaines très variés: l'« Internet of things » est en plein développement, avec les objets connectés qui envahissent les habitations, les voitures, la santé (un secteur en développement tant sur les aspects contrôle/suivi que diagnostic), les communications; un secteur de production de masse avec le développement des téléphones portables et de tout l'aspect réseau qui va avec, le stockage des données (enjeu majeur), et enfin l'industrie elle-même, client énorme pour la robotisation/automatisation. Il y a donc une interaction avec la quasi-totalité des autres industries. En 2018, la croissance de ce secteur a été de 18% par rapport à l'année précédente!

Les États-Unis et l'Asie représentent plus de 85% de la production mondiale, l'Europe ne dépassant pas les 15%. Entre les deux géants du secteur (Intel et Samsung, environ 30% du marché à eux deux), la concurrence fait rage. Derrière, il y a un fossé avec leurs concurrents. Vu le coût des investissements industriels et de la recherche, il n'y a pas de place pour les petits, qui se font racheter, disparaissent ou choisissent des modèles « fables », c'est-à-dire sans unité de production, sous-traitant celle-ci aux géants du secteur. S'il y a bien une industrie où l'augmentation du capital constant est vérifiée, c'est celle-là, et le maintien du taux de profit nécessite d'augmenter la plus-value de manière très importante en augmentant massivement le nombre de puces vendues.

La question des finalités de la production

On est en droit de se poser la question de l'utilité de cette production, même s'il est difficilement envisageable pour la plupart d'entre nous de vivre sans téléphone portable ou sans internet. L'échange d'informations rendu possible par ce développement technologique est positif par certains aspects: il suffit de voir le rôle joué par les réseaux sociaux dans les soulèvements arabes de 2010-2011 ou dans le mouvement des Gilets jaunes. En contrepartie, le contrôle des données personnelles est rendu possible, de la carte Vitale au compteur Linky ou aux moteurs d'écoute sur la toile. Certaines applications sont des avancées évidentes, comme dans l'imagerie médicale, les dispositifs de vision artificielle, mais aussi les régulateurs de consommation d'énergie, les dispositifs de détection d'obstacles pour les voitures, etc. La technologie n'est pas « bonne » ou « mauvaise » en soi, elle dépend de l'usage que l'on en fait, et il s'agit donc d'une question très politique. La microélectronique est également fondamentale dans la conquête spatiale. Difficile de renoncer à la connaissance de l'univers, même si elle est aux mains des militaires aujourd'hui...

À cela s'ajoutent les graves problèmes écologiques et de conditions de production liés à cette industrie. L'extraction des métaux précieux qui lui sont nécessaires participe du pillage de l'Afrique en particulier, emploie des enfants dans des conditions insupportables. Les consommations d'énergie et d'eau sont faramineuses et les produits chimiques utilisés sont dangereux et polluants.

Quelles politiques publiques?

L'enjeu représenté par la filière fait que les États la financent de manière importante aux États-Unis, en Chine, en Corée et en Europe. En France le

dispositif du CICE, les exonérations de cotisations, y participent mais des programmes spécifiques de plusieurs milliards d'euros ont été mis en place depuis plus de 10 ans, orientés essentiellement vers la recherche. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, vient de présenter le plan Nano 2022, avec 5 milliards de travaux et d'investissements dans la filière dont un milliard d'aides publiques sur 5 ans: 886,5 millions d'euros venant de l'État, 100 millions de l'Union européenne, 50 millions de la Région Auvergne-Rhône-Alpes qui concentre une partie des entreprises du secteur, 10 millions chacun pour le département de l'Isère, la métropole de Grenoble et la communauté de communes du Grésivaudan. Cet argent public ira subventionner le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), des entreprises comme STMicroelectronics, Thalès, Valeo (qui sont bien dans le besoin comme on sait) et des start-ups de diverses tailles. Le plan ne contient aucun engagement de la part des industriels: il doit juste permettre de « créer ou de maintenir 4 000 emplois », sachant que la filière en comprend environ 100 000 auxquels s'ajoutent 150 000 emplois induits. Sur ce plan comme sur les précédents, il est de fait impossible d'exercer quelque contrôle que ce soit, l'argent public injecté étant noyé dans la valse des investissements, des marges, des dividendes, brassés par ces sociétés aux montages juridiques aussi complexes qu'opaques. Par exemple, STMicroelectronics, détenue pour près d'un quart par les États français et italien, a des unités de production en France, en Italie, en Inde, au Maroc, son siège à Genève et est de droit néerlandais... ce qui lui permet de ne déclarer aucun bénéfice en France!

Emplois, compétitivité, salaires, conditions de travail

Samsung a reconnu partiellement sa responsabilité dans les maladies et décès de plus de 400 employéEs ayant travaillé au contact de produits chimiques cancérigènes. Ce chiffre devrait évidemment être considérablement réévalué pour

PHARMACIE: LA RENTABILITÉ AVANT TOUT

Interpellé à l'Assemblée nationale sur le scandale Dépakine, Édouard Philippe déclarait: « On ne doit pas dénigrer une entreprise française qui fonctionne bien », soutenu par Christophe Castaner devant le site de Sanofi Sisteron: « On n'a pas le droit de critiquer une grande entreprise française qui réussit. » Décidément, la « réussite » de Sanofi n'en finit pas d'être sur le devant de la scène. Les années 2018 et 2019 ne sont qu'un échantillon des ravages enregistrés au cours de la dernière décennie.

Il y a encore quelques années, le nom « Sanofi » ne vous disait probablement pas grand-chose, pourtant vous aviez toujours au moins un médicament sur quatre, dans votre armoire à pharmacie, fabriqué ou commercialisé par ce groupe pharmaceutique français. Aujourd'hui, le nom de Sanofi évoque tout autre chose, une succession de scandales en tout genre, dont la liste qui suit est malheureusement trop longue et surtout non exhaustive: scandale sanitaire, refus d'indemnisation des victimes de la Dépakine, pollutions (environnement et populations), restructurations permanentes, diminutions drastiques des effectifs, désengagement de pans entiers d'axes de recherche, destruction de millions de doses de vaccin contre la dengue, procès pour négligence grave ayant entraîné la mort, versements de pots-de-vin, entente sur les prix, destruction de bâtiments neufs, dividendes, rachats et destruction d'actions, salaire du DG, lobbying sur les vaccins infantiles, collusion avec le gouvernement...

Bénéfice/risque

Parler de médicaments c'est souvent mettre en balance ce que l'on nomme le bénéfice/risque, concernant Sanofi, il est clair que l'entreprise a définitivement choisi le camp du bénéfice. Un des exemples les plus parlants est l'abandon de la recherche sur les antibiotiques. Parce que nous sommes de plus en plus nombreux sur la planète

et du fait de l'accroissement des résistances aux antibiotiques, l'OMS met en garde depuis des décennies sur le besoin crucial de nouveaux antibiotiques. Elle appelle ainsi à une « mobilisation pour sauver l'arsenal thérapeutique irremplaçable que constituent les antibiotiques » et exhorte de façon alarmante, en 2017: « Les entreprises pharmaceutiques et les chercheurs doivent s'empresse de travailler sur de nouveaux antibiotiques pour certains types d'infections très graves [...], contre lesquels nous ne sommes pas armés. »¹ Le rôle d'une entreprise du médicament se revendiquant au service du patient devrait être de plus en plus clair. Mais en 2018, Sanofi annonce l'abandon de sa recherche sur les anti-infectieux et sa décision de vendre l'ensemble de son unité à l'allemand Evotec.

Les raisons évoquées sont les suivantes: « Au regard de la difficulté particulière de ce domaine thérapeutique et [...] des réalités budgétaires, Sanofi R&D reconnaît ne pas être en mesure aujourd'hui de soutenir efficacement les projets de recherche. »

Comment croire que Sanofi, en tête du CAC40 avec ses 7 milliards de bénéfices, ne serait pas en mesure, compte tenu des « réalités budgétaires », de financer un axe thérapeutique majeur et crucial en termes de santé publique?

Comment la société Evotec, avec un chiffre d'affaire de 250 millions d'euros (c'est-à-dire 140 fois moins que Sanofi) aurait,



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

elle, la possibilité, l'ambition et les moyens de devenir un leader mondial en maladies infectieuses? En quoi serait-elle plus experte que Sanofi dans ce domaine?

Désintérêt pour les antibiotiques

D'un point de vue financier, l'antibiotique a plusieurs gros défauts: c'est un bon médicament, c'est-à-dire que très souvent il soigne le patient rapidement, il ne traite pas des maladies chroniques nécessitant des traitements à vie comme le diabète.

De plus, une grande partie du « marché » des antibiotiques se situe dans des pays pauvres et, qui plus est, un nouvel antibiotique traitant les souches de bactéries multi-résistantes ne doit en aucun cas inonder le marché, sinon les bactéries exposées développeront une nouvelle résistance. Un tel médicament, dont nous avons cruellement besoin,

devra être utilisé avec parcimonie, seulement en deuxième ou troisième intention, quand les traitements classiques auront échoué. Et tout ça ne plait pas aux financiers!

Devant les arguments avancés par Sanofi pour délaisser la recherche sur les anti-infectieux, une solution s'impose: il ne faut pas laisser aux financiers le choix des médicaments dont nous avons besoin!

Pour ne parler que de Sanofi, vouloir faire des profits rapidement en oubliant les règles du métier aboutit à un énorme fiasco.

Nous voulons un accès aux traitements pour tous, un choix des axes thérapeutiques en fonction des besoins, un juste prix des médicaments, une indemnisation des victimes à hauteur des préjudices subis, une production industrielle respectueuse de l'environnement et de la santé des salariéEs et des riverains, une politique de l'emploi ambitieuse et respectueuse des salariéEs. Parce que le système actuel, soumis aux exigences des financiers, des actionnaires, des fonds de pensions, ne permet pas d'avoir cette politique au service de l'intérêt général, changeons le système!

Collectif Sanofric

1 – sources <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2017/running-out-antibiotics/fr/>

Pour en savoir plus:

<https://fr.scribd.com/document/387215763/La-Lutte-Des-Sanofi-Pour-Les-Nuls-complement-2018>

<https://fr.scribd.com/document/325386345/La-Lutte-Des-Sanofi-Pour-Les-Nuls-Mise-a-jour-Edition-2017>

La-Lutte-Des-Sanofi-Pour-Les-Nuls-Mise-a-jour-Edition-2017

SANTÉ L'intoxication alimentaire: un risque d'origine... incontrôlée!

Après Leclerc, c'est au tour de Carrefour de rappeler des sachets de haricots verts contaminés. Un peu avant, il s'agissait de lots de camemberts du Calvados, ou encore de fromages de chèvre de la marque Hardy Laffineur. En novembre dernier, quatorze infections à la salmonelle dues à du reblochon en Haute-Savoie avaient été constatées...

Ces épisodes ne font pas toujours la « Une » des grands journaux. Mais ils s'enchaînent et, mis bout à bout, témoignent bien d'un manque de rigueur dans le contrôle sanitaire des produits alimentaires.

«L'auto-contrôle»... plus autonome que contrôlé

Toutes les grandes entreprises, de Volkswagen à Sanofi, bidouillent leurs résultats pour en obtenir des plus favorables. Et quand le scandale éclate, on se rend compte de l'ampleur du phénomène: la commission d'enquête dans le cadre du scandale Lactalis, où 36 nourrissons ont été atteints de salmonellose, pointait l'insuffisance des auto-contrôles. Ceux-ci se font par le biais de laboratoires souvent liés à une seule entreprise – Lactalis représentait 90% du chiffre d'affaire de son laboratoire de contrôle. Des ancienEs salariéEs ont ainsi rapporté la pression que Lactalis mettait sur ce laboratoire: généralement, plusieurs tests sont effectués jusqu'à ce que les résultats soient favorables. Ces salariéEs faisaient aussi part du « deux poids, deux mesures » qui règne au sein des laboratoires entre les petites entreprises et les grosses – bien sûr au bénéfice de ces dernières.

La Cour des comptes tire la sonnette d'alarme

Dans un rapport récent, la Cour des comptes alerte sur les contrôles dans le secteur de l'alimentation, notant le peu d'évolution depuis 2013. Le manque de personnel des ministères chargés des contrôles sanitaires explique le faible taux de contrôles: en moyenne, un restaurant n'est contrôlé que tous les 15 ans. Mais le rapport pointe aussi la complexité de l'administration, avec trois instances chargées du contrôle (ministère de l'Économie, ministère de la Santé et ministère de l'Agriculture). Enfin, et surtout, les entreprises alimentent peu le financement des contrôles.

Notre santé doit être garantie

Bref, le contrôle sanitaire dans l'agro-alimentaire ne peut pas être laissé directement ou indirectement aux mains des industriels, ni même d'une administration déficiente. La population doit avoir un droit de regard sur les conditions dans lesquelles s'effectuent la production et la distribution des produits alimentaires.

Selma Timis

ÉDUCATION NATIONALE Nous sommes des profs pas des soldats, la loi Blanquer on l'applique pas!

Alors que le ministre de l'Éducation Blanquer vient de faire adopter par l'Assemblée nationale sa nouvelle loi pour l'école, il est confronté à une vague grandissante de contestation venue d'enseignantEs qui refusent d'être celles et ceux qui mettent en application sa vision réactionnaire de l'école.

Entre la mise en place de Parcoursup, la réforme du bac et la « loi sur l'école de la confiance », le gouvernement Macron ne cache plus son ambition de faire du système éducatif français une école de la sélection sociale, une école qui permettra de mettre au pas la jeunesse et de formater de futurs salariéEs disciplinés et corvéables à merci.

Blanquer veut embarquer les profs

Dans un excès de confiance, Blanquer voulait que ce soient les enseignantEs eux-mêmes qui mettent en œuvre cette école réactionnaire. Ainsi, dès l'an dernier, il a voulu leur faire endosser le poids de la sélection à l'université. Il demandait aux enseignantEs des classes de terminale de rendre un avis conditionnant l'entrée des jeunes à l'université.

À l'école primaire, il a voulu aussi rendre les enseignantEs complices de la mise en place d'un fonctionnement managérial de l'école: évaluation des performances, pression aux résultats, mise en concurrence des établissements et classement des élèves. À cette rentrée scolaire, le ministère de l'Éducation nationale a imposé aux enseignantEs de CP et de CE1 de faire passer des évaluations à leurs élèves. Les enseignantEs ont été totalement exclus de l'élaboration de ces évaluations, qui s'apparentent à une mise en échec programmée des élèves, avec des situations de grand stress et une utilisation des résultats plutôt obscure.

Actions de désobéissance

Jean-Michel Blanquer avait oublié que les enseignantEs sont des profs, et non des soldats. Et un mouvement de désobéissance aux injonctions du ministère a vu



WIKIMEDIA COMMONS

le jour. D'abord dans les lycées, où des profs, voire des équipes enseignantes, refusant d'être les complices de la sélection à l'entrée de l'université, ont fait le choix de mettre 20/20 de moyenne sur les bulletins de leurs élèves. Dans les écoles, de nombreuses équipes ont refusé de faire passer les évaluations de CP et de CE1, ou encore de faire remonter les résultats de ces évaluations au ministère. Dans le projet du ministre, il était prévu que les enseignantEs saisissent eux-mêmes les résultats des évaluations (sur une plateforme informatique gérée, au passage, par Amazon...), mais sans bien évidemment rémunérer le temps de travail qu'engendrait cette tâche supplémentaire.

Alors que l'agitation grandit contre la loi Blanquer avec des débuts de grèves reconductibles comme en Loire-Atlantique, les

actions de désobéissance font tache d'huile. Et comme à son habitude, ce gouvernement ne connaît qu'une réponse à la colère qui s'exprime: la répression.

Menaces de sanctions

Le ministre de l'Éducation a ainsi adressé la semaine dernière une lettre aux recteurs et directeurs académiques pour leur demander de sanctionner les enseignantEs récalcitrants, les considérant en situation de faute professionnelle. Mais cette technique de la matraque et des sanctions n'a pas fait les preuves de son efficacité ces derniers mois. Le gouvernement ne fait que renforcer la colère contre lui et sa politique. Dans l'éducation, la contestation grandit contre la loi Blanquer, Parcoursup et la réforme du lycée. De nombreuses équipes enseignantes posent la question d'une grève



reconductible de toute l'éducation. Voilà ce à quoi doit s'attendre Blanquer, ce qui lui fera sans aucun doute reconsidérer ses menaces de sanctions.

Juliette Stein



Présentée en Conseil des ministres le 13 février dernier, la loi santé est débattue depuis lundi à l'Assemblée nationale. Elle doit être votée en début de semaine prochaine. Puis, après débat au Sénat, elle doit être adoptée définitivement avant l'été.

L'arnaque des «hôpitaux de proximité»

Alors que le « Grand débat » se termine à peine, et que ses conclusions ne seront rendues que dans plusieurs

semaines, voire plusieurs mois, Macron et Buzyn, eux, n'attendent pas. Au contraire ils accélèrent le rythme de leurs contre-réformes. C'est un bras d'honneur qu'ils font aux exigences sociales qui se sont exprimées depuis le mois de novembre.

L'une des revendications les plus fortes issues du mouvement des Gilets jaunes est le maintien et le financement des hôpitaux de proximité, avec leurs services indispensables à la population des petites et moyennes agglomérations. Mais le projet de loi santé

LOI SANTÉ Hôpital: silence, on ferme!

C'est au pas de charge que Macron et sa ministre Buzyn entendent faire adopter, sans que les enjeux en soient perçus, leur contre-réforme de la santé.

s'oppose frontalement à ces exigences: il donne en effet au gouvernement la possibilité de modifier par ordonnances (c'est-à-dire sans aucun débat public) la « carte sanitaire ». La ministre annonce son intention de « labelliser » 500 à 600 « hôpitaux de proximité », mais pour elle un « hôpital de proximité » est une maison de retraite médicalisée avec une consultation de médecine et éventuellement quelques lits, sans aucun des services fondamentaux d'un hôpital: urgences, maternité, chirurgie.

C'est la suppression programmée de ces services, là où ils subsistent, qui est ainsi organisée, comme le montrent les exemples récents des maternités du Blanc et de Bernay.

Alors que, dans les campagnes et les banlieues, les cabinets médicaux ferment, entraînant l'extension des

« déserts médicaux », la loi Buzyn, en accélérant les fermetures et les restructurations hospitalières, constitue une régression dramatique pour l'accès aux soins d'une partie de la population. C'est au nom de la « sécurité » des patientEs que ces fermetures sont organisées, mais de quelle « sécurité » parle-t-on quand les équipes du Samu devront faire des kilomètres supplémentaires pour intervenir, alors que chaque minute compte, ou que les femmes devront faire de longs parcours sur des routes souvent difficiles pour atteindre les maternités?

Une mobilisation à construire d'urgence

Face à la détermination du pouvoir à passer en force, un premier rendez-vous vient d'être manqué. Même si les délais étaient courts, le débat parlementaire

sur la loi santé aurait pu être l'occasion d'une convergence des luttes entre les personnels hospitaliers avec leurs syndicats, les Gilets jaunes, et les comités de défense des hôpitaux et maternités défendant l'accès aux soins et l'hôpital public, avec un objectif commun: le retrait du projet. Il n'en a rien été. Le minimum d'information sur le contenu et les dangers de la loi santé n'a même pas été fait par les fédérations syndicales. Et aucune tentative n'a été envisagée pour construire la nécessaire mobilisation.

Une occasion a été manquée, et il est urgent de se ressaisir, avant que le texte ne soit adopté! L'objectif doit être de construire une mobilisation capable de faire reculer ce pouvoir, qui n'est fort que des faiblesses de ceux qui le combattent.

Jean-Claude Delavigne

HAUTE-GARONNE ATE: une grève pour la santé et l'avenir

Du jeudi 7 mars au samedi 9 mars, 100 % de la cinquantaine d'ouvriers d'ATE, entreprise de peinture sur avions située à Cornebarrieu près de Toulouse, ont fait grève à l'appel des syndicats CFDT, FO et CGC.

Les grévistes demandaient que leur santé soit enfin respectée. En effet, depuis des décennies, aucun investissement sérieux n'a été fait pour l'aspiration des cabines de peinture, alors même que les peintures utilisées contiennent du chrome 6, hautement cancérigène et mutagène. Suite à des intoxications, une grève avait eu lieu en 2001, entraînant des améliorations sur les équipements individuels, mais du bricolage sur le système d'aspiration-ventilation. Depuis, les mises en demeure n'ont pas manqué (deux sont en cours, l'une de la Caisse d'assurance retraite et de santé au travail avec échéance en avril, et l'autre de l'Inspection du travail avec échéance en juin). Les experts estiment que le système d'aspiration est 10 fois inférieur aux normes de l'INRS.

L'ensemble des conditions de travail à revoir

C'est en réalité l'ensemble des conditions de travail qui sont à revoir : le bâtiment est vétuste, en tôle mal isolée, ce qui entraîne en été une chaleur suffocante, surtout pour les peintres en combinaison étanche ; quant aux grandes portes d'accès pour les avions,



elles ne sont pas motorisées ; sans parler du toit qui fuit abondamment quand il pleut... Le seul « investissement » sur ce bâtiment a été une nouvelle peinture sur les façades... Quant aux lourds échafaudages roulants, leurs roues n'ont jamais été entretenues ni changées, alors même qu'ils sont sans cesse déplacés, avec de plus en plus de difficultés et de risques de basculement. Sans parler du stockage des déchets de diluants et de peinture, dans des barils en plein air sans protection. Cette grève se fait aussi sur fond de baisse continue de la charge de travail : alors qu'il y a deux ans l'usine peignait 4 A320 et 4 ATR

par mois, on en est aujourd'hui à 2 ATR par mois. Alors même que les ATR sont plus petits que les A320. Les plans sociaux se succèdent et du chômage partiel est probable pour avril. Les grévistes (dont la plupart dépassent 15 ans d'ancienneté) se questionnent sur la politique de l'entreprise. D'autant plus que le contrat avec ATR a été revu à la baisse.

La détermination des grévistes a payé

Bref, les grévistes ont fait face à un patron qui a tiré sur la corde pour faire un maximum de profits et qui se moque bien tant de leur santé que de leur avenir professionnel.

Il n'était dès lors pas question de finir l'avion en cours sans avoir obtenu des garanties.

N'oublions pas la responsabilité du groupe Airbus (ATR est une co-entreprise d'Airbus avec l'italien Leonardo SPA) qui, outre qu'il est propriétaire du bâtiment, a toujours été au courant des conditions déplorables de travail chez ce sous-traitant, mais ne lui a rien imposé, si ce n'est des prix bas. Sabena Technics, qui a pris plusieurs marchés à ATE, a quant à elle trouvé une autre solution : bâtiments modernes, réglementations environnementales respectées... mais salaires très bas. Dans les deux cas, les actionnaires du sous-traitant et ceux d'Airbus se gavent sur le dos des travailleurs. La détermination des grévistes a payé : vendredi 8 mars au soir, le directeur général d'ATE s'est engagé sur un calendrier d'investissements dans le système de ventilation-aspiration, et sur des mesures régulières de conformité. Et il s'est aussi engagé à rendre étanches les bureaux, où on respire sans protection un air très vicié.

Mais l'équipe de samedi-dimanche a néanmoins maintenu la grève samedi 9 mars, pour marquer le coup.

Correspondant

GENNEVILLIERS À Geodis-Calberson, répression, chantage et résistance

La direction de Geodis, filiale de la SNCF, convoque le 22 mars le secrétaire du syndicat CGT du site, Mouloud Sahraoui, à un entretien préalable avant « sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement ». Ce n'est que la... dixième fois que ce camarade reçoit une telle convocation.

À chaque fois, il a écopé d'un avertissement ou d'une mise à pied, la direction n'osant pas présenter une demande de licenciement à l'inspection du travail, étant donné le vide de leur dossier.

Un deuxième élu CGT est aussi convoqué à cette mascarade. À un troisième, il est signifié une mise à pied conservatoire pendant ses congés. Il est convoqué le 26 mars, et le CE doit se réunir dans la foulée avant transmission d'une demande d'autorisation de licenciement à l'inspection du travail.

Fanatiques du licenciement

Ces fanatiques du licenciement ne s'arrêtent pas là ! Ils attaquent aussi devant le tribunal administratif une décision de la ministre qui n'a pas osé annuler le refus par l'inspection du travail du licenciement d'un 4^e délégué. Et cette guerre d'usure contre la CGT ne leur suffit pas. Un jeune embauché vient d'être licencié pour une prétendue prise de bec avec son chef. Pour lui, pas besoin de demander l'autorisation à l'inspection...

Dans la foulée, ils ont aussi licencié un ancien pour inaptitude physique. Ce groupe qui compte 40 000 salariéEs ne veut donc pas proposer de reclassement à « ses » ouvriers qui se sont usés la santé et cassé le dos dans « son » entreprise. L'annonce de son licenciement a brisé le salarié, qui a fait un malaise et a dû être emmené par les pompiers. Colère de ses camarades qui ont immédiatement débrayé et paralysé le site. Une réaction qui montre que l'envie d'en finir avec les conditions de travail déplorables et les bas salaires, déjà manifeste en décembre-janvier (voir *l'Anticapitaliste* du 9 janvier 2019) est toujours là.

Soft lock-out

Mais l'ennemi est rusé : depuis janvier, il organise une sous-activité chronique sur le site de Gennevilliers en détournant vers d'autres centres le traitement des colis. Ces changements coûtent très cher au groupe Geodis-Calberson, qui préfère perdre des millions plutôt que de céder aux revendications salariales de 300 employéEs. Le message de ce soft lock-out est simple : avec son agitation, la CGT va faire fermer Gennevilliers. Ce chantage ne prend pas actuellement, mais il peut laisser des traces, dans les bureaux par exemple. La direction prépare aussi les élections professionnelles qui auront lieu au 4^e trimestre. Elle est aidée par son toutou préféré, la CFTC, qui se démène à produire tracts et banderoles proclamant « Touche pas à mon site », visant bien sûr la CGT.

Un rassemblement de solidarité est appelé le vendredi 22 mars devant l'entreprise, par le syndicat CGT de Geodis et l'union locale CGT de Gennevilliers. Toutes les organisations du mouvement ouvrier et populaire, partis, syndicats, associations, sont les bienvenues. Face à ces patrons de choc, la solidarité ne doit pas manquer. Ce sera aussi un levier pour étendre le mouvement dans les autres sites Geodis.

Correspondant

FINANCES PUBLIQUES Le vent se lève !

Le 14 mars les agentEs des Finances étaient appelés à être en grève nationalement, tout comme le 19 et le 28 mars. La colère gronde...

À l'appel de l'intersyndicale nationale Solidaires, CGT, FO, CFDT et CFTC de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP), les agentEs des Finances publiques étaient appelés à une première journée de grève nationale et de manifestations régionales, le 14 mars. Au niveau national, le taux de grève s'élève à presque 30%. Dans 10 départements, le taux de grève a dépassé les 50%, et dans beaucoup il frôle ou dépasse les 40%. Cette journée a été aussi marquée par de nombreux blocages des centres des Finances publiques sur l'ensemble du territoire, et également par de nombreuses manifestations ou rassemblements régionaux comme à Tourcoing, Toulouse, Strasbourg, Marseille ou Paris. À noter que depuis le 2 janvier et la mise en place du prélèvement à la source, des rassemblements, manifestations, grèves, actions et blocages ont été organisés sur tout le territoire. Des reconductions ont eu lieu en Gironde, dans le Tarn, dans les Pyrénées-Atlantiques, en Ariège et en Haute-Garonne, où le mouvement de piquet de grève est entré dans sa huitième semaine...

Projets mortifères pour les Finances publiques

Les raisons de la colère sont nombreuses, mais ce qui commence à mettre le feu aux poudres, c'est l'accélération de la liquidation de la DGFIP, de ses emplois, de ses missions, de son réseau...



proximité, sans oublier la réforme de la fonction publique qui va aider à « liquider » une très grande partie des 105 000 agentEs et leurs garanties individuelles et collectives. Les projets mortifères pour les Finances publiques se multiplient : transfert de missions (le cadastre à l'IGN) ; la privatisation de certaines missions (la fin du paiement en numéraire dans les centres des Finances publiques à partir du 1^{er} janvier 2020) ; la délocalisation de certaines missions des métropoles ;

les suppressions d'emplois (plus de 20 000 d'ici 2022) ; la création d'agences comptables pour le service public local ; la création d'une agence de recouvrement en dehors de la DGFIP ; sans oublier les algorithmes et l'intelligence artificielle pour le contrôle fiscal, en lieu et place des agentEs.

Le 28 mars : deuxième journée de grève nationale

On le voit, la colère est bien présente à la DGFIP et, pour faire

monter la pression et faire converger l'ensemble des actions, mobilisations qui ont lieu chaque jour, une nouvelle journée de grève nationale aura lieu le 28 mars prochain, avec manifestation nationale à Paris. Avec la grève des douanierEs et désormais celle des agentEs des Finances publiques, le ministère des Finances et son ministre Darmanin sont fragilisés. Mais ce dernier reste droit dans ses bottes et continue, dans les interviews, à indiquer que les agents des Finances publiques ne servent plus à grand-chose...

La DGFIP n'est pas la seule administration à être attaquée par les pouvoirs publics et par ce gouvernement libéral. La fonction publique, les fonctionnaires, sont clairement dans le viseur et il faudrait sans aucun doute une mobilisation à la hauteur des attaques car une société sans services publics est une société plus inégalitaire. Mais une nouvelle fois, l'intersyndicale fonction publique semble préférer l'unité à 9 à l'action et la mobilisation... jusqu'à quand ?

Joséphine Simphon

ENVIRONNEMENT Non à Europacity, projet inutile et dangereux

Europacity : c'est le nom d'un mégacentre commercial et de loisir que les groupes Auchan et Wanda (groupe chinois) veulent implanter à Gonesse, dans le Val-d'Oise, sur 300 hectares de terres agricoles (le « Triangle de Gonesse ») considérées comme parmi les plus fertiles d'Europe.

Avec Europacity, on parle de 3 milliards d'euros d'investissements pour un projet délirant (bureaux, boutiques, piste de ski couverte, parc aquatique, hôtels de luxe...) soutenu par la mairie socialiste et le gouvernement.

Premières victoires pour les opposantEs

Le collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG)¹ s'oppose à cette aberration en organisant des rassemblements, des débats

(1300 personnes ont participé à un meeting à Paris le 20 février), en soutenant un projet alternatif agro-écologique (CARMA), mais aussi en saisissant les tribunaux. En mars 2018, le tribunal administratif de Cergy avait ainsi annulé l'arrêté préfectoral de création de la ZAC (zone d'aménagement concerté) du Triangle de Gonesse, et le gouvernement avait fait appel de cette décision. Et le 12 mars dernier, ce même tribunal a retoqué le PLU (plan local d'urbanisme) de Gonesse. Cette fois, c'est le maire PS qui fait appel ! À noter que chaque fois, ce sont les

impacts destructeurs sur l'environnement qui ont motivé ces décisions du tribunal. Ces premières victoires sont autant d'encouragements à amplifier la mobilisation jusqu'à l'abandon définitif d'Europacity, d'autant que le permis de construire d'une gare en plein champ a été délivré par la préfecture (un recours doit être jugé). Un appel à se rassembler massivement au Triangle de Gonesse a été lancé pour les 18 et 19 mai.

Correspondants à Garges-lès-Gonesse (95)

1 - nonaeuropacity.com



Les comités en action!

Rouen Soirée culturelle syrienne pour le 8^e anniversaire de la révolution. Il a fallu que le collectif rouennais de solidarité avec le peuple syrien (LDH, Cimade, ATTAC, CODASI, NPA et individus, soutenu par Amnesty international) ait vraiment de la persévérance pour arriver à organiser cette soirée, tant l'indifférence à l'égard du massacre du peuple syrien est assourdissante, alors qu'en ce moment même la population d'Idlib se fait bombarder par le régime de Bachar al-Assad et l'aviation russe.

Le pari a été tenu: malgré des agendas et une actualité très chargés, 100 personnes ont assisté à la soirée organisée le 15 mars. Des photos d'Alep prises par un membre du collectif étaient exposées dans la salle. La conférence d'Annick Leclerc (professeur à l'école du Louvre) sur l'histoire de la Syrie et du dépeçage de la région par les occidentaux était intéressante et claire. La lecture d'extraits du livre de Delphine Minoui, *les Passeurs de livres de Daraya*, par la comédienne Sophie Amaury, était excellente. En plus de la beauté du texte, elle permettait d'évoquer ce que fut la révolution syrienne. Ensuite, la poétesse syrienne Hala Mohammad a enflammé, ému, bouleversé l'assistance: une voix syrienne, puissante et poétique, pour parler magnifiquement de son peuple, de la révolution, de la résistance, des raisons de continuer à dénoncer le régime de Bachar al-Assad et de contrer sa propagande relayée dans les médias internationaux. Elle a terminé par la lecture de plusieurs de ses poèmes, extraits du recueil publié aux éditions Bruno Doucey: *Prête-moi une fenêtre*. Les amiEs syriens présents nous ont remerciés chaleureusement pour cette soirée et ce moment inoubliables.

Correspondante



**UNE VOIX ANTICAPITALISTE
CONTRE MACRON ET
L'EUROPE FORTERESSE**

SOUSCRIPTION DU NPA
<https://souscription.npa2009.org/>

Même système, même combat, même meeting!

Jeudi 28 mars, les résistances seront à la tribune du meeting organisé par le NPA en région parisienne. Des Gilets jaunes aux luttes d'entreprises et dans les services publics, en passant par la justice climatique ou l'Algérie, touTEs ensemble!

C'est presque un classique: tout bon meeting anticapitaliste doit donner la parole à celles et ceux qui, au quotidien en tant que travailleurEs, luttent contre le rouleau compresseur patronal ou étatique. C'est la raison pour laquelle nous retrouverons à la tribune du meeting du NPA des salariéEs de New Look. Une enseignante du commerce en difficulté, dont les patrons ont annoncé en septembre dernier que les magasins doivent fermer, prenant même les devants en déménageant en pleine nuit le magasin de Rouen... Lundi dernier, les salariéEs, pas abattus, ont donc envahi leur direction, avec la participation d'Olivier Besancenot. Autre secteur en lutte, les postierEs des Hauts-de-Seine, en grève depuis un an (!), sans que la direction cherche à répondre en aucune façon à leurs revendications contre la répression (avec le licenciement de notre camarade Gaël Quirante) et la défense du service public postal (contre les réorganisations multiples).

Des Gilets jaunes à l'Algérie
La parole sera aussi donné à un Gilet jaune. Mouvement essentiel à plus d'un titre, méprisé et stigmatisé par le pouvoir depuis quatre mois, celui-ci marque pour beaucoup un premier engagement sous le coup du ras-le-bol et de la colère. C'est cette voix, nouvelle et radicale, que nous souhaitons faire entendre. Nous sommes aussi heureux de la participation d'Assa



NPA
MEETING
JEUDI 28 MARS 2019 / 20H
GRÈVE, BLOCAGES,
MACRON DÉGAGE!
AVEC OLIVIER BESANCENOT,
CHRISTINE POUPIN ET DES
PARTICIPANT-E-S AUX LUTTES ACTUELLES
À LA BELLEVILLOISE
19-21 RUE BOYER, PARIS 20^e
M^eGAMBETTA (LIGNE 3) OU
MÉNILMONTANT (LIGNE 2)

Traoré à ce meeting du NPA. Depuis la mort de son frère en juillet 2016 dans une gendarmerie, Assa a été de toutes les mobilisations: celle

évidemment contre les violences policières, mais aussi contre le racisme, toutes les discriminations, au côté des Gilets jaunes...

Démarré le 22 février dernier, le mouvement du peuple algérien, jeunesse en tête, est à proprement parler exemplaire. Après des décennies de défaites accumulées, les AlgérienEs ont imposé dans la rue un premier recul politique au pouvoir de Bouteflika et de sa clique. Mais au-delà des exigences démocratiques, la situation sociale difficile du pays pose les problèmes grand angle, dans le cadre d'une véritable crise pré-révolutionnaire. De tout cela et plus, Kamel Aïssat, membre de la direction du Parti socialiste des travailleurs, venu spécialement pour nous d'Algérie, se fera l'écho.

Fin du monde, fin du mois...

Ces derniers jours, la vague pour la justice climatique portée par la jeunesse (le 15 mars) et l'ensemble de la population (le lendemain) a envahi les rues, par centaines de milliers dans tout le pays. Critique résolue du capitalisme et du productivisme, mobilisation mondiale pour la justice climatique, convergences à construire et perspectives écosocialistes, voilà de quoi nous parlera, entre autres, notre porte-parole Christine Poupin.

Enfin, concluant une soirée que l'on souhaite pleine de révolte et d'enthousiasme, Olivier Besancenot reviendra sur l'ensemble de la situation sociale et politique: dans un contexte difficile pour Macron et le gouvernement, sur fond de contestations multiples, le pouvoir pratique la fuite en avant sécuritaire et entend accélérer le train de ses contre-réformes de casse sociale. Que fait le mouvement ouvrier? Quels ponts construire entre les différents secteurs de la mobilisation pour changer le rapport de forces? Quelles suites politiques alors que s'installe la seule perspective des élections européennes en mai prochain? À suivre...

On vous attend donc toutes et tous à la Bellevilloise (Paris 20^e) dans quelques jours.

Manu Bichindaritz

Réunions publiques

Réunion Publique
Mercredi 27 mars à 20 h
Mairie Annexe St Sever
Rouen (Centre Commercial et Métro St Sever)

Le peuple algérien est en mouvement...
Comment pourrions-nous contribuer à la réussite de ce moment historique?



Avec le témoignage d'un militant ayant participé aux manifestations en Algérie

Venez en débattre avec les militant.e.s du NPA!

correspondance@npa76.org
<https://www.facebook.com/npa.rouen.agglo/>




NOTRE PLANÈTE, NOS VIES, LA VIE,

VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS!

RÉUNION PUBLIQUE

AVEC CHRISTINE POUPIN
Porte-parole du NPA



Lundi 1er avril à 19h
Beauvais,
Espace Pré Martinet




NOS COMBATS, NOS LUTTES, ON LÂCHE RIEN!
npa2009.org

RÉUNION - DÉBAT
EN PRÉSENCE DE
PHILIPPE POUTOU
Vendredi 5 avril
à 19 h
Tulle, salle Latreille

19h00 - 20h30
Tables de presse partis invités
Buffet de produits locaux
Témoignages de luttes




Exposition

Joan Mitchell et Jean-Paul Riopelle : un couple dans la démesure

Fonds Hélène et Édouard Leclerc pour la Culture, Landerneau. Jusqu'au 22 avril 2019, tous les jours de 10h à 18h, en continu.

Joan Mitchell et Jean Paul Riopelle viennent tous les deux du continent américain, l'une des États-Unis, l'autre du Québec. C'est à Paris qu'ils se sont rencontrés, vers 1955. Ils vivront une relation de près de 25 ans, qui va se traduire par une confrontation picturale intense et tendue, qui nourrira et stimulera l'œuvre de chacun. Au-delà de leur séparation perdura un dialogue qui, dans la durée du couple, avait pris la forme d'un jeu de défi et de relance. Elle se perpétua dans la correspondance silencieuse que constituaient leurs œuvres.

«Ma peinture est comme un poème»

C'est dans la matrice de l'expressionnisme abstrait que Joan Mitchell (1925-1992) émerge, avec des artistes comme R. Motherwell et R. de Kooning ; mais on pourrait aussi citer les peintures d'A. Gorky (en regardant certaines de ses peintures des années 1950). Joan Mitchell déploie sa peinture à la croisée de l'expressionnisme abstrait, d'un dynamisme de la ligne (une ligne colorée qui jaillit dans le blanc) et dans la puissance d'une couleur innervant le tableau. On le perçoit dès ses premières peintures, où la couleur dessine dans l'espace du tableau jusqu'à celles plus tardives où se juxtaposent sans totalement se confondre des pans de couleurs tissés au gré de sa touche. Ils introduisent une scansion et des tensions qui donnent à la fois rythme et tenue au tableau. Elle va élargir son mode de production en



introduisant aussi dans la peinture un noyau central d'où vont rayonner des gerbes colorées associant énergie, expansion et concentration. Nourrie d'un sentiment de la nature, sa peinture sera portée par une recherche associant la fois équilibre et tension, rythme et méditation colorée. Il s'agit pour elle « d'éliminer le cliché, le matériel étranger » [à la peinture]. Si elle ressentit le besoin de s'installer à Vétheuil, près de ce cadre où vécut Monet, l'auteur des *Nymphéas* où le réel se dissout dans le champ de la couleur et de la touche. Bien que Mitchell s'inspire de la nature, elle s'en détache délibérément et en tire des équivalences colorées. Et revendique un univers spécifique à la peinture, fait de traits et de touches colorées, de pans et d'espaces où se mêlent intensités et silences dans leur liens et leur tension. « Ma peinture n'est pas une

allégorie, ce n'est pas une histoire. Elle est plutôt comme un poème » déclare-t-elle.

Filiation avec l'imaginaire des peuples amérindiens

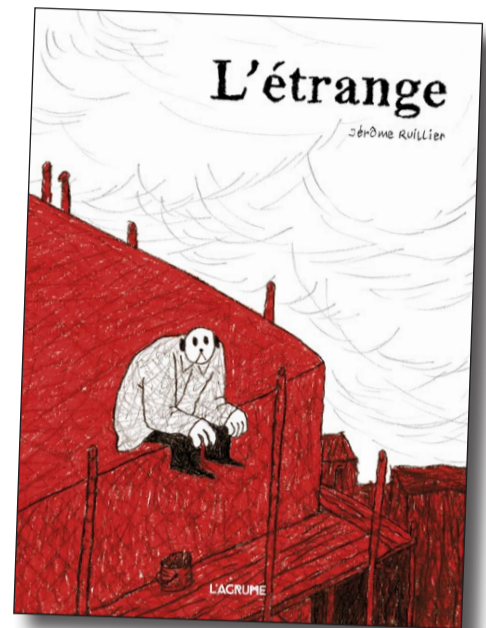
Jean-Paul Riopelle (1923-2002) vient de la rencontre entre le surréalisme et l'abstraction, en particulier dans le cadre du mouvement « automatiste ». Il s'agit d'ouvrir un espace d'investissement pictural à la mesure de l'espace nord-américain, tout en se départissant de la prédominance américaine. D'où une proximité avec l'expressionnisme abstrait et le surréalisme, comme en témoigne sa signature du manifeste *Rupture inaugurale* en 1947. En 1948, il est un des signataires, au côté d'artistes comme Paul-Émile Borduas, Fernand Leduc ou François Sullivan, du manifeste du *Refus global*. Ses peintures du début, nourries de cette expérience du paysage, sont à la fois proches de celle d'un Jackson Pollock, dont Riopelle intègre l'expérience de l'action-painting, mais aussi portées par une relation à la matière picturale, à sa densité. C'est une caractéristique qui va marquer, chez Riopelle, la relation entre nature et peinture. C'est ce rapport au paysage et sa transcription dans la peinture qui vont nourrir la conversation passionnée entre Joan et Riopelle. Mais la relation de celui-ci au paysage va se traduire par un matérialisme de plus en plus affirmé (l'usage du couteau en témoigne, avec l'épaisseur, la densité et l'intensité qu'il permet). Vont apparaître dans ses peintures une

dimension terrienne, un archaïsme presque totémique. Il développe une approche de la couleur qui en fait quasiment l'équivalent d'une écorce ou d'une terre. Il va revendiquer une filiation avec l'imaginaire des peuples amérindiens dans une communion entre l'art et la nature. « On y retrouve le même bouillonnement, le même goût de la pulsion en rafales. Une pulsion vibratoire proche de celle qui anime la pâte, matière de ses époustouflantes peintures mosaïques des années 50. Une même méthode les travaille », écrivait à son propos le critique René Viau. Sa peinture va progressivement se déporter sur une ligne de crête où se côtoient figuration et abstraction, avec imbrication du trait et du signe, de la forme et de ce qui serait à la lisière d'une figure. Il déclare que pour lui il ne s'agit pas tant « d'abstraire la peinture de la nature » que d'y retourner. À partir de 1991, il va s'installer au Québec, à l'île aux Grues, pour vivre au cœur de cette nature où il veut s'immerger. Il y vivra jusqu'à sa mort en 2002. Dans cet échange, nous avouons quand même notre préférence pour le choix de la peinture « comme poème » de Joan Mitchell. L'exposition présente un ensemble assez époustoufflant de peintures des deux artistes dont certaines de très grand format. Elles sont cependant un peu contraintes par un espace qui n'est pas toujours à l'échelle de certains des tableaux et de la respiration qu'ils nécessiteraient. À cette réserve près, il faut absolument aller voir cette exposition qui n'aura pas d'autre étape en France. **Philippe Cyroulnik**

BD

L'Étrange

Scénario et dessin de Jérôme Ruillier, éditions L'Agrume, 146 pages, 20 euros.



À l'indemnité de la Marche des solidarités contre le racisme, nombre de camarades voudraient expliquer à des cercles beaucoup plus large la vraie situation des sans-papiers dans notre pays. C'est l'objectif que se sont donné, à travers l'album *L'Étrange*, Amnesty International et l'auteur engagé Jérôme Ruillier¹. En exposant la situation d'un immigré sans chercher à l'ancrer dans une réalité trop précise (pas de repère de temps ou de lieu dans l'ouvrage), l'auteur recherche et trouve une portée universelle.

Une fable tragique et moderne...

Jérôme Ruillier raconte donc la vie d'un sans-papiers, à qui il donne les traits d'un ours au regard triste. Ce dernier quitte son pays où la vie n'est plus supportable. Avec l'aide d'une passeuse, il obtient des papiers et un visa touristique. Le voyage coûte cher, il doit vendre tout ce qu'il a et laisser derrière lui sa femme et sa fille. Arrivé à destination, dans un pays dont il ne maîtrise pas la langue, il devient « l'étrange » pour ne pas dire l'étranger. Il croise alors une multitude de personnages qui vont l'observer (une corneille, un passager de bus, un client de supermarché), le juger (des policiers), l'aider (la logeuse, les bénévoles du Réseau d'aide aux « étrangers », un collègue de travail) ou le dénoncer (la voisine). La succession de points de vue en courts chapitres ponctués par des discours des Sarkozy et Valls retrace le parcours de l'inconnu jusqu'à l'issue finale.

... peuplée d'animaux

À l'exception de la corneille qui est une vraie corneille, tous les personnages sont dessinés sous forme d'animaux. L'attribution de caractères humains à des animaux est un procédé inusable en bande dessinée, qui a été sublimé par Art Spiegelman pour raconter la Shoah dans *Maus*. Dans *L'Étrange*, les animaux semblent maladroitement esquissés en noir et blanc et au crayon, tandis que les fonds en couleurs rythment le récit et accompagnent les émotions jusqu'à la page finale, totalement noire.

Un témoignage poignant, juste et délicat, à mettre dans toutes les mains.

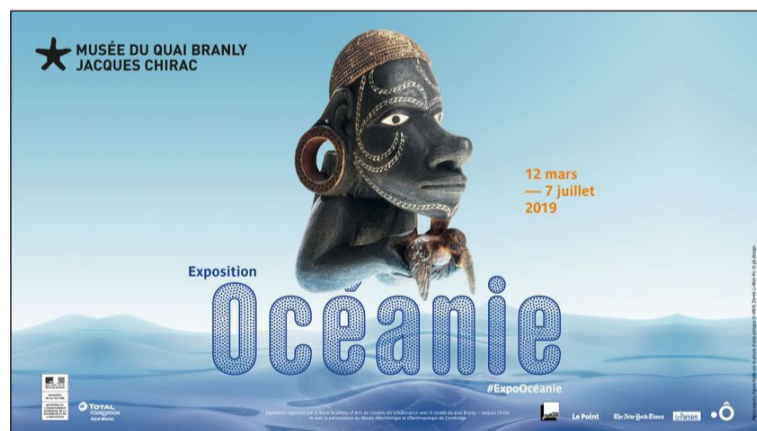
SC

1 - Voir *les Mohamed* (édition Sarbacane), une histoire de l'immigration maghrébine.

Exposition

Océanie

Musée du Quai Branly (Paris). Du 12 mars au 7 juillet 2019, de 11h à 19h, fermeture le lundi sauf pendant les vacances scolaires.



En Océanie, l'eau a toujours plus relié les peuples qu'elle ne les a séparés. Les échanges entre îles et l'exploitation des ressources propres à chaque archipel expliquent la continuité et la variété des arts du Pacifique. Ces traditions millénaires sont aujourd'hui menacées par le réchauffement climatique et la montée des eaux. Cette exposition constitue donc aussi un acte militant pour la planète.

Plus de 200 œuvres anciennes et contemporaines

Vingt-cinq mille îles constituent l'Océanie. Elles ont toutes été peuplées à partir de l'ère glaciaire, quand le niveau de la mer était bas, principalement par des peuples de langues austronésiennes. Ceux-ci voyageaient en pirogue¹ à la conquête du Pacifique et, un peu avant 1300 de notre ère, toutes les îles avaient été atteintes, de la Nouvelle-Guinée à l'île de Pâques, d'Hawaï à la Nouvelle-Zélande. La conquête occidentale ne

commencera qu'à la fin du 18^e siècle, avec les « découvertes » de James Cook. Si chaque archipel ou atoll a su conserver sa spécificité, les thématiques culturelles sont communes. Les 200 œuvres anciennes et contemporaines réunies pour l'exposition témoignent d'une riche culture, marquée par les échanges entre peuples de l'Océanie, puis bousculée par la colonisation et l'évangélisation.

L'art océanien a directement influencé Picasso

Au cours du siècle précédent, les historiens de l'art, les anthropologues et artistes ont accordé une grande importance à l'hybridation des arts océaniques. Picasso lui-même se fit couler des reproductions en bronze de statues des

grands ancêtres, pour en nourrir ses tableaux et sculptures de « nouvelles » formes artistiques. Il faut dire qu'à l'époque la légende d'une civilisation engloutie par le Pacifique (Mû) avait des partisans. Ce qui est certain, c'est qu'au musée Branly on restera scotché devant les statues Tino Altu (figure de divinité) et en particulier devant Ko Kawe, divinité « masculine » au sexe difficile à déterminer. Si les artistes occidentaux ont été influencés par l'art d'Océanie, les peuples de cette région ont dû, contraints et forcés, ingurgiter le christianisme.

Des arts cérémoniels qui mobilisent plusieurs sens

La vie des sociétés d'Océanie est ponctuée d'événements cérémoniels qui peuvent s'étaler sur de

très longues périodes (de quelques mois à plusieurs années). Véritables expériences esthétiques et sensorielles qui mobilisent la vue (matières, reflets, couleurs), l'audition (percussions, bruissements) et l'odorat (huile de coco parfumées, feuilles). Un grand mur audiovisuel permet aux visiteurs de mieux appréhender cette civilisation en grand danger.

Appel de la grande poétesse des îles Marshall

À la sortie de l'exposition, il faut écouter en entier *Dites leur*, le long poème de Kathy Jetnil-Kijner, originaire des îles Marshall. Elle s'adresse aux grandes nations industrialisées dont le mode de vie détruit sa civilisation par le biais du réchauffement climatique. Extrait : *Et après tout ça Parlez-leur de l'eau Comme nous l'avons vu monter Inonder nos cimetières Jaillir au-dessus des digues Et s'écraser sur nos maisons Dites-leur ce que ça fait De voir l'océan entier au niveau de la terre Dites-leur que Nous avons peur [...] Nous aussi. Sylvain Chardon*
1 - Des pirogues d'exploration, de conquête ou de pêche sont exposées.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

ALGÉRIE: première victoire de la dignité retrouvée

Nous publions un texte de l'universitaire **Nadir Djermoune**, rédigé le samedi 16 mars, au lendemain d'une nouvelle journée de mobilisation massive en Algérie.



WAHIBA AGSOUS

C'est indéniable, il y a une victoire dans le recul politique de Bouteflika face au mouvement de contestation populaire. Victoire d'abord de la dignité. « Yes, we can! », disaient les noirs américains après l'élection historique d'un président issue de la communauté noire, même si la victoire n'avait que valeur de symbole, sans plus. Cette victoire du peuple algérien a donc, avant tout, la même valeur symbolique. C'est une victoire qui permet aux Algériens et Algériennes de sortir d'un temps où régnait la peur et le défaitisme vers un temps qu'ils savent désormais pouvoir maîtriser et vers une nouvelle histoire qu'ils se savent capables d'écrire.

Politiquement, c'est la victoire d'une bataille. Elle se situe au niveau des consciences, mais elle a sa valeur politique. Le régime, en crise latente depuis un certain temps, et sentant sa fin proche, projetait de se construire une nouvelle légitimité en faisant réélire Bouteflika, pensant que le pouvoir bonapartiste qu'il exerçait sur le pays était encore valide. Le but étant de diriger la réforme de leur propre pouvoir, réforme exigée par la poussée économique néolibérale et par différentes oppositions qui ont émergé dans la société. Mais, aveuglé par un règne de vingt ans, sans partage et sans alternance même formelle, ce pouvoir a sous-estimé le ras-le-bol des Algériens et Algériennes. Erreur d'appréciation. Devant la première déferlante populaire dans la rue, il fait une première concession en proposant une prolongation d'une année du pouvoir de Bouteflika, mais après une élection qui le légitimerait ; une sorte de plébiscite. Après une deuxième déferlante populaire encore plus grande, il fait une deuxième concession en annulant carrément l'élection présidentielle tout en maintenant la direction des réformes programmées. Il se donne arbitrairement une prolongation d'une année pour gérer une transition et une recomposition du sérail bureaucratique au pouvoir sans heurt. Mais la protestation n'est pas encore satisfaite. Elle demande le départ de Bouteflika et son régime.

La pression des ultralibéraux
Dans la forme, il est clair que le régime, en maintenant son président, et malgré l'annulation des élections, garde la main sur ce « processus de transition ». Mais, avec l'annulation des élections, il perd toute la légitimité qu'il comptait reconquérir le 19 avril. Il se met en porte-à-faux avec sa propre légalité. C'est un mini « coup d'État » à façade civile, une sorte d'État d'exception. Mais cette « hypothèse » d'une transition « de velours » pour éviter une transition radicale et révolutionnaire est en réalité souhaitée, voire réclamée par certains milieux médiatiques néolibéraux, avec la caution des puissances impérialistes et régionales. Le discours radical de ce

milieu, dans la forme, exprimant les intérêts de la nouvelle « oligarchie », surfe sur la radicalité et l'ampleur de la protestation et sur les reculs du pouvoir pour prétendre à une place de choix dans la direction de ce processus de « réforme ». Sous la pression de « la rue » une partie réclame la démission de Bouteflika, le cache-sexe de la seule force organisée du pays qui est l'armée, pour mettre cette dernière devant « ses responsabilités » disent-ils. Car l'objectif est de légitimer une « structure transitoire » qui ne serait pas celle mise en place par le président et qui serait acceptée par la population en mouvement avant que celle-ci atteigne un niveau d'organisation capable de prétendre diriger elle-même ce processus. Il ne faut donc pas regarder la composante de ce gouvernement. Autrement dit, il ne faut miser ni sur Bedoui qui serait « neutre » sur le plan partisan, mais néanmoins ex-ministre de l'Intérieur (donc représentant le corps de la police ?), ni sur aucun gouvernement de transition sous Bouteflika, ni sur cette opposition qui s'autoproclame, qui se donne des allures de « comité de sages » ou de « société civile ». Il s'agit de construire un projet en partant de cet élan spontané. Les changements se construisent en alternant dialectiquement les consciences spontanées et les consciences critiques. Cependant, l'élan spontané des masses populaires n'a pas encore produit son projet ni une direction (ou des directions) politique(s). Ce n'est toutefois que la mi-temps d'un match, avec un score

en faveur du mouvement populaire, mais un match qui aura forcément des prolongations, des temps perdus et des temps additionnels.

Assemblée constituante et auto-organisation du mouvement

Le débat sur l'assemblée constituante ou la simple réforme de la Constitution est maintenant clairement posé, avec en filigrane le contenu social et économique de ce changement tant voulu. Autrement dit, une transition vers quoi ? Mais la clé de voûte de cette équation reste la direction de ce processus. La solution de Bouteflika est déjà rejetée dans sa forme et son contenu par le mouvement, rejet qui s'est massivement affirmé ce vendredi 15. Elle est rejetée dans sa forme par les représentants de cette « oligarchie » montante. Reste à construire les représentants légitimes de ce mouvement, autrement dit l'auto-organisation. C'est ici où se situe l'impasse pour l'instant : ceux d'en haut ont perdu toute légitimité. Les partis politiques, syndicats et associations classiques ont perdu toute représentativité. Le mouvement n'a pas encore produit les nouvelles structures. Dans ce contexte, l'idée des comités populaires des « secteurs professionnels » fait son chemin. Nous ne sommes plus dans les représentations partisanes et idéologiques de l'après octobre 1988 (islamistes, laïques, démocrates, nationalistes, socialistes...). Nous ne sommes pas dans une représentation ethnico-régionale (Arabophones, Berbères, Kabyles, Chaouis, ceux de l'est, du

sud ou de l'ouest...). Un vent nationaliste surfe sur le mouvement. Nous ne sommes pas encore dans une représentation sociale et encore moins des classes sociales, ou encore des quartiers et villages. Il s'agit dans ce contexte d'apprécier concrètement la situation. L'émergence de comités populaires n'a pas une portée révolutionnaire dans l'absolu. Si les soviets dans la Russie de 1917 étaient composés d'ouvriers d'usines et de classes pauvres portées politiquement et idéologiquement par les bolchéviques, les mêmes types de structures de l'Iran de 1979, appelées « Choura », furent portées par les Mollahs derrière Khomeiny. En 2001, la révolte algérienne qui a touché essentiellement les territoires de la Kabylie a aussi produit ces comités populaires, initialement portés politiquement par la gauche et les éléments progressistes de la société, mais vite phagocytés et repris par ce qu'on a appelé à l'époque « les Aârouchs », traditionnels dans la forme et conservateurs dans le contenu. Il ne s'agit donc pas d'idéaliser ou de sacraliser l'auto-organisation.

Le temps presse

Aujourd'hui en Algérie, comme le souligne l'historien et ancien combattant pour l'indépendance de l'Algérie Mohammed Harbi, il y a « la main tendue des oligarques aux travailleurs [qui] est un marché de dupes et ne fait que perpétuer leur subordination à l'agenda néolibéral ». Car, ces hommes d'affaires, continue le même auteur, « ont besoin des masses populaires pour faire pression sur le pouvoir afin de défendre leurs privilèges ». C'est un marché de dupes, certes ! Mais il peut prendre dans un mouvement qui veut rapidement finir avec ce pouvoir dans un moment où l'action des travailleurs ou syndicale reste faible. Il reste le mot d'ordre d'assemblée constituante. Celle-ci ne constitue pas non plus la solution absolue. Après octobre 1988, la mise en place d'une assemblée constituante aurait donné une majorité absolue islamiste fascisante, vue la dynamique prise par l'islamisme à ce moment-là dans la société. Aujourd'hui, l'assemblée constituante, comme revendication, permet de laisser la brèche ouverte et se préparer à porter le débat dans la société. Des voix s'élèvent pour souligner l'absence d'un parti d'avant-garde. Oui ! Mais le temps presse. Et l'histoire n'est pas toujours à la merci des orientations critiques des avant-gardes. Elle a son côté spontané et contingent. C'est ici où réside la dialectique entre la conscience spontanée et la conscience critique.

Vu ailleurs

Le Monde.fr POUR ÉCHAPPER À L'IMPÔT, IL Y A AUSSI LA CORRUPTION.

Un insolite concours de circonstances conduit l'un des leaders mondiaux des services maritimes pour l'offshore pétrolier et gazier devant le tribunal correctionnel de Marseille. Bourbon, une société française cotée en Bourse (8400 salariés dans 45 pays, plus de 500 navires), et l'état-major du groupe sont jugés, à partir de lundi 18 mars, pour « corruption d'agents publics étrangers » dans trois pays d'Afrique. Tout cela pour une valise égarée et retardée lors d'un transfert à Roissy...
Le 19 octobre 2012, les douaniers de l'aéroport de Marseille ouvrent un bagage en provenance de Lagos, au Nigeria. À l'intérieur, dans une trousse et entre l'armature et la doublure : 250 000 dollars (environ 191 000 euros, à l'époque) en liasses de billets de 100 dollars. Placé en garde à vue alors qu'il vient récupérer sa valise, Marc Cherqui, directeur fiscal chez Bourbon, livre des explications divergentes. Il prétend d'abord que l'argent a été dissimulé à son insu, évoque ensuite une prestation compensatoire de 200 000 euros réclamée par son épouse, avec laquelle il est en instance de divorce. Puis finit par expliquer que ce pactole est le reliquat d'une commission versée pour le compte de Bourbon à des responsables de l'administration fiscale nigérienne.
Simple affaire de bakchichs versés pour travailler en Afrique, comme l'ont suggéré certains cadres de cette société qui fournit de la main-d'œuvre, des navires et d'autres services logistiques aux compagnies pétrolières ? L'enquête a plutôt établi, selon les magistrats, l'existence d'un « système de corruption organisé au sein du groupe Bourbon ». [...] Il est reproché au groupe et à ses dirigeants d'avoir, en 2011 et en 2012, fait verser par ses filiales à l'étranger des pots-de-vin avoisinant un total de 3 millions d'euros : 150 000 euros au profit de deux inspecteurs fiscaux au Cameroun pour échapper totalement à un redressement fiscal de 11 millions d'euros ; 400 000 euros à un intermédiaire en Guinée équatoriale, pour ramener un redressement initial de 8 millions d'euros à 44 849 euros ; et, au Nigeria, 2,7 millions de dollars déboursés au profit de fonctionnaires pour ne payer que 4,5 millions de dollars sur le redressement de deux filiales, au départ fixé à 227 millions de dollars.

Luc Leroux, « La société Bourbon jugée pour « corruption d'agents publics » dans trois pays d'Afrique », *Le Monde*, 18 mars 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
Hebdo	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine

